

Après 18 mois de tensions, Paris et Alger reprennent contact : L'ambassadeur de France à Alger fait le point

P.02

Des diplômes très demandés sur le marché de l'emploi : Le ministère de la Solidarité forme les bacheliers 2024-2025



P.03

Le ministre de la Justice tient à clarifier les dispositions du nouveau Code de la route

P.03



Agriculture :



Les conclusions du Conseil des ministres tracent la voie du secteur vers la sécurité alimentaire

P.04

Sécurité sociale :



Saihi préside une réunion d'évaluation consacrée aux activités de la CNAS

P.04

Commerce :



5 milliards d'euros d'excédent avec l'Italie : L'acier algérien confirme sa montée

P.05

Annaba :

Le wali préside une rencontre de coordination avec les membres du Centre d'innovation



P.24

Après 18 mois de tensions, Paris et Alger reprennent contact : L'ambassadeur de France à Alger fait le point

Après dix-huit mois de tensions diplomatiques inédites, la relation entre l'Algérie et la France montre de timides signes de dégel. Rappelé à Paris en avril 2025, l'ambassadeur de France à Alger, Stéphane Romatet, s'est exprimé sur l'état des échanges bilatéraux, reconnaissant une reprise progressive des contacts tout en soulignant que la crise est loin d'être surmontée.

Dans un entretien accordé à la radio française RFI, le diplomate a confirmé que des canaux de communication ont été réactivés entre Paris et Alger au cours des dernières semaines. Une évolution qu'il qualifie néanmoins de fragile, rappelant que les relations entre les deux pays ont frôlé la rupture totale durant l'année et demie écoulée.

Une « quasi-rupture » après 18 mois de tensions

Stéphane Romatet n'a pas hésité à dresser un constat sévère de la situation passée, évoquant une « quasi-rupture des relations » entre la France et l'Algérie. Selon lui, cette période a été marquée par l'arrêt de nombreuses coopérations et un gel des échanges diplomatiques de haut niveau.

Ces dernières semaines, des réunions techniques ont toutefois réuni des experts français et algériens. Paris attend désormais des gestes concrets de la part d'Alger, notamment pour relancer la coopération consulaire, considérée comme un premier indicateur d'un retour à la normale.

Sécurité et migration, priorités de Paris

Pour la France, deux dossiers sont



jugés prioritaires et indissociables d'un rapprochement durable : la coopération sécuritaire et la coopération migratoire. Cette dernière inclut la question sensible de la réadmission des ressortissants algériens faisant l'objet d'obligations de quitter le territoire français (OQTF).

« Il est impératif de dépasser ce qui s'est produit ces 18 derniers mois », a insisté l'ambassadeur, affirmant que des résultats concrets sont attendus avant toute avancée politique majeure.

Des gestes diplomatiques encore prudents

La visite à Alger, en novembre dernier, de la secrétaire générale du Quai d'Orsay, Anne-Marie Descôtes, a marqué un tournant symbolique. Elle a permis la réouverture d'un canal diplomatique fermé depuis juillet 2024, notamment pour aborder la situation au Sahel. D'autres dossiers sensibles, comme le Sahara occidental, auraient également été évoqués en marge de cette visite.

Concernant la venue annoncée du ministre français de l'Intérieur, Laurent Nuñez, Stéphane Romatet a confirmé qu'une invitation officielle a été adressée par les autorités algériennes. Cette visite reste toutefois conditionnée à des avancées tangibles sur les dossiers sécuritaire et migratoire.

Obstacles politiques et tensions économiques persistantes

Malgré ces signaux d'ouverture, plusieurs blocages subsistent. L'ambassadeur cite notamment la détention du journaliste français Christophe Gleizes et le projet de loi algérien criminalisant la colonisation, deux dossiers jugés incompatibles avec une normalisation rapide.

Sur le plan économique, Paris dénonce l'utilisation d'une « arme économique » par Alger, évoquant des mesures assimilées à un quasi-boycott des entreprises françaises. Dans ce contexte, la France exclut toute renégociation de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne tant que des entraves aux échanges commerciaux persistent.

ESPACE SCHENGEN : Ce qui change avec les nouvelles procédures aux frontières

À partir du 10 avril 2026, les voyageurs non européens franchissant les frontières de l'espace Schengen ne verront plus leur passeport estampillé. Une page historique du voyage se tourne, tandis que le Système d'Entrée/Sortie (EES), déjà opérationnel depuis octobre 2025, prend le relais avec un contrôle entièrement numérique et biométrique.

Ce changement touche les 29 États membres, incluant l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Espagne, l'Italie, ainsi que l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse.

Pour des générations de globe-trotters, le tampon de passeport symbolisait bien plus qu'une formalité administrative, il matérialisait un séjour accompli, un pays découvert et des souvenirs

précieux. Désormais, ce rituel historique cède la place à la modernité, et à un enregistrement automatique des informations personnelles et biométriques.

Le Système d'Entrée/Sortie : un contrôle renforcé et modernisé

Le dispositif EES enregistre automatiquement le passeport, la photo, les empreintes digitales et la date de passage à la frontière. Les voyageurs non européens, effectuant un séjour de courte durée (jusqu'à 90 jours sur 180), devront fournir leurs données personnelles et biométriques lors de leur premier passage. À chaque entrée suivante, le système mettra à jour ces informations sans intervention manuelle.

L'objectif affiché par l'Union européenne est double :

- Renforcer la sécurité aux frontières et prévenir la fraude à l'identité.

- Accélérer les flux de voyageurs et améliorer le suivi des séjours autorisés.

Cette méthode s'inspire de dispositifs déjà en vigueur dans des pays comme l'Australie, le Canada ou le Japon. Où le contrôle biométrique a modernisé le passage aux frontières depuis plusieurs années.

Schengen dit adieu au tampon : le voyage non européen devient 100 % numérique dès avril 2026

Si le Système EES modernise les contrôles, il met aussi fin à un symbole historique du voyage. Selon Patrick Bixby, professeur à l'Université d'État de l'Arizona, « les tampons de passeport remontent au Moyen Âge, voire à la Renaissance ». Pour les voyageurs, ces estampilles constituaient un souvenir tangible de chaque pays visité, un témoignage physique de

leurs périples.

Pour les citoyens européens, comme les Français, le tampon restera présent lors de leurs déplacements à l'étranger, l'EES ne s'appliquant qu'aux ressortissants non européens effectuant des séjours courts. Cette distinction souligne la volonté de l'Union européenne de concilier modernisation et continuité des traditions là où elles restent culturellement pertinentes.

L'arrivée du contrôle numérique marque un tournant dans l'expérience du voyage non européen. La frontière devient moins une étape formelle qu'un point d'accès rapide et sécurisé, aligné sur les standards internationaux. Pour certains voyageurs, le souvenir tangible du tampon disparaît, mais la fluidité et la sécurité des passages s'améliorent considérablement.

Résumé : voici les changements prévus

- Contrôle numérique du passeport : le document est scanné et enregistré automatiquement à chaque passage aux frontières de l'espace Schengen.
- Collecte des données biométriques : lors du premier passage, une photo et les empreintes digitales du voyageur sont relevées.
- Enregistrement automatique des entrées et sorties : chaque franchissement de frontière est daté et archivé dans le système.
- Suivi précis de la durée de séjour : le système vérifie automatiquement le respect de la limite de 90 jours sur une période de 180 jours.
- Procédure harmonisée dans tous les pays Schengen : les mêmes règles s'appliquent dans l'ensemble des 29 États concernés.



de formation par programmes vers une approche moderne centrée sur les compétences professionnelles recherchées sur le marché du travail. Ce cadre de référence permet une lecture unifiée et claire des besoins en compétences au niveau national et assure la coordination entre les politiques de formation, d'emploi et d'investissement, en reliant directement les parcours de formation aux professions officiellement reconnues dans la classification nationale des professions et de l'emploi".


RÉUNION DU GOUVERNEMENT : Plusieurs secteurs examinés

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret exécutif relatif à l'ouverture des classes spéciales dans le milieu scolaire et le projet de création de l'Orchestre Philharmonique d'Algérie ainsi que le référentiel national de formation et de compétences, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral: "Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi 14 janvier 2026, une réunion du Gouvernement consacrée aux points ci-après :

Le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les modalités d'ouverture des classes spéciales dans le milieu scolaire ordinaire et du bénéfice des aménagements raisonnables durant le déroulement des examens et des concours, au profit des personnes ayant des besoins spécifiques. Cette démarche s'appuie sur une approche d'intégration effective des personnes ayant des besoins spécifiques dans des classes spéciales dans le milieu scolaire ordinaire, en coordination avec les secteurs chargés de la solidarité nationale, de l'éducation nationale et de la santé. Il s'agit également de la concrétisation du principe d'égalité des chances, en garantissant à

cette catégorie d'élèves le droit à l'éducation et à l'enseignement sans discrimination, à travers un soutien pédagogique approprié avec des aménagements qui leur permettent de poursuivre leur scolarité et de passer leurs examens et concours dans des conditions adaptées. Par ailleurs, le gouvernement a entendu une communication sur le projet de création de l'Orchestre philharmonique d'Algérie visant à consolider la présence de l'Algérie sur la scène culturelle internationale en tant que force culturelle active. La création d'un orchestre national professionnel, incarnée par l'Orchestre philharmonique d'Algérie, représente une nécessité

urgente et une garantie fondamentale pour interpréter, réinterpréter et célébrer le patrimoine musical national. Le rôle premier de l'orchestre est de préserver ce patrimoine, de cultiver le goût artistique, de développer les talents et de soutenir la créativité musicale. Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur le référentiel national de formation et de compétences, en tant que l'une des réformes structurelles engagées par le secteur de la formation professionnelle dans le cadre d'une vision globale visant à améliorer l'employabilité, à développer les ressources humaines et à opérer une transition qualitative d'une logique

 <p>Quotidien indépendant d'informations générales times</p> <p>Édité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba</p>	<p>Directeur general : Bicha salim</p> <p>Directeur de la publication : Noureddine Boukraa</p> <p>Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine</p> <p>Tél/Fax : 038 45 58 35 Tél/Fax : 038 45 58 36 Tél/Fax : 038 45 58 37 Email: redactionseybouse@gmail.com</p>	<p>P.A.O SEYBOUSE Times</p> <p>Site web: www.seybousestimes.dz</p> <p>Email: redaction@seybousestimes.dz contact@seybousestimes.dz</p> <p>Facebook : SEYBOUSE TIMES</p> <p>Impression : SIE Constantine</p> <p>Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine</p>	<p>Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER</p> <p>TEL : 021 73 71 28 021 73 76 78 021 74 99 81 FAX : 021 73 95 59</p> <p>Email : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz</p>	<p>Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.</p> <p>Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction</p>
---	--	---	---	---

SUPPORTERS ALGÉRIENS ARRÊTÉS AU MAROC:

Des hackers algériens piratent la FRMF et fixent un ultimatum

Le groupe de hackers Jabaroot affirme avoir pu accéder au site de la Fédération royale marocaine de football. Il menace de divulguer des informations très confidentielles si l'influenceur algérien RaoufBelkacemi, actuellement en détention provisoire au Maroc, ne sera pas libéré par la justice marocaine.

La Coupe d'Afrique des nations 2025, actuellement disputée au Maroc et qui touche à sa fin, devait être une célébration du football africain et un moment de rapprochement entre les peuples. Pourtant, cet événement continental a fini par accentuer les tensions déjà existantes entre Algériens et Marocains, au lieu de les apaiser. Un constat regrettable pour une



compétition censée rassembler au-delà des rivalités sportives. Dans un premier temps, tout semblait pourtant bien engagé. Les médias marocains mettaient en avant le bon accueil réservé aux supporters algériens, soulignant l'ambiance conviviale et l'hospitalité dans

les villes hôtes. Cette atmosphère positive laissait espérer une CAN réussie sur le plan sportif, mais aussi humain. Cependant, la situation a commencé à se détériorer dès que la sélection algérienne a validé son billet pour les quarts de finale. À partir de ce stade de la compétition, le discours médiatique a sensiblement changé. Plusieurs médias du pays hôte ont adopté un ton beaucoup plus hostile, multipliant les critiques et les attaques verbales visant tout ce qui se rapporte à l'Algérie. Cette escalade a contribué à créer un climat de méfiance et de tension, ressenti aussi bien par les supporters que par les joueurs. L'affaire de l'influenceur algérien RaoufBelkacemi a servi de catalyseur à cette crise. Présent dans les tribunes

du stade Moulay Hassan à Rabat, le jeune homme s'était filmé dans une vidéo devenue virale, dans laquelle il tenait des propos jugés offensants. Le 11 janvier, il a été placé en détention provisoire pour « atteinte publique à la pudeur et profération de propos contraires aux bonnes mœurs et à la morale publique ». Une décision qui a suscité une vive indignation en Algérie, beaucoup estimant la sanction disproportionnée. **Jabaroot affirme avoir pu accéder au site de la FRMF** Dans ce contexte tendu, le groupe de hackers JabaRoot, réputé proche de l'Algérie, affirme avoir piraté le site de la Fédération royale marocaine de football. Dans un message adressé à son président, FouziLekjaâ, le groupe prétend avoir eu accès à

des bases de données sensibles et menace de les rendre publiques si l'influenceur en question ne sera pas libéré dans les prochaines 72 heures. Cette intrusion n'a, à ce jour, été ni confirmée ni commentée par les autorités marocaines. JabaRoot justifie son action par le « harcèlement » dont ont été victimes les supporters et les joueurs algériens durant le tournoi africain. Si cette affaire peut sembler secondaire au regard des enjeux sportifs, elle illustre surtout combien une compétition de football peut, lorsqu'elle est mal encadrée, raviver des tensions profondes au lieu de servir de pont entre les peuples.

LOTFI BOUDJEMAA SUR LE NOUVEAU CODE DE LA ROUTE:

Les peines de prison concernent la conduite en état d'ébriété ou sous l'influence de drogues et la présentation de documents de contrôle technique falsifiés

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, a tenu à clarifier les dispositions du nouveau projet de loi sur le Code de la route. Il a précisé que les sanctions dites « sévères » ne visent pas les accidents « classiques », mais des circonstances aggravantes bien précises. Lors d'une séance plénière au Conseil de la Nation consacrée au statut de la magistrature, Lotfi Boudjemaa a insisté sur le fait que le durcissement des peines ne concerne en aucun cas les conducteurs impliqués dans des accidents ordinaires. Selon le ministre, ces mesures de fermeté sont réservées à des cas limités et graves, notamment :

- La conduite en état d'ébriété ;
- La conduite sous l'influence de drogues ou de substances psychotropes.

Concernant le recours à la détention provisoire, le Garde des Sceaux a révélé que son application reste marginale, ne dépassant pas 0,5 % des cas. Ces placements en détention sont strictement liés à des délits majeurs tels que : le délit de fuite, la conduite en état d'ivresse ou la présentation de documents de contrôle technique falsifiés. Tout en qualifiant les préoccupations soulevées par les professionnels de « légitimes », le ministre a appelé à ne pas céder à l'alarmisme. Il a réitéré que l'objectif premier de la loi est la

protection des vies humaines, tout en assurant que les facteurs externes, tels que l'état des infrastructures routières, sont pris en compte dans l'analyse des accidents. **Nouveau Code de la route: Tebboune à l'écoute des transporteurs** Le volet politique et social de ce dossier a également connu une avancée majeure. Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu dimanche 11 janvier le président du Conseil de la Nation, Azouz Nasri. Ce dernier lui a remis un rapport détaillé suite à ses échanges avec les syndicats et représentants du secteur des transports.



Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence du directeur de cabinet de la présidence et du conseiller chargé des affaires politiques, souligne l'importance accordée par le chef de l'État à la stabilité de ce secteur vital. Du côté des transporteurs privés, l'heure est à l'apaisement. Après

avoir été reçus au Conseil de la Nation, les représentants syndicaux ont annoncé la reprise officielle de leurs activités, se félicitant d'une « réponse forte » des autorités à leurs revendications. Les syndicats ont admis que des « interprétations erronées » du projet de loi avaient circulé, rappelant que le texte n'a pas encore été définitivement adopté par le Conseil de la Nation. Ils ont salué l'implication personnelle du Président Tebboune, soulignant son engagement à préserver les intérêts des transporteurs et à reconnaître leur rôle crucial dans l'économie nationale.

DES DIPLÔMES TRÈS DEMANDÉS SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI:

Le ministère de la Solidarité nationale forme les bacheliers 2024–2025

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a annoncé l'ouverture d'un concours national pour l'accès à la formation spécialisée. Ce recrutement, destiné aux titulaires du baccalauréat des sessions 2024 et 2025 (toutes filières confondues), vise à pourvoir 400 postes pédagogiques. L'encadrement de ces formations sera assuré par deux établissements : le Centre national de formation des personnels spécialisés (CNFPS) de Birkhadem (Alger) et le Centre national de formation des personnels spécialisés pour handicapés de Constantine. Cette initiative s'inscrit dans une démarche de renforcement des ressources humaines qualifiées pour la prise en charge de l'enfance, du handicap et de l'accompagnement social. Les candidats retenus seront répartis selon les cycles suivants :

- Cursus de 2 ans : Éducateur

spécialisé, aide-puéricultrice, aide-maternelle et auxiliaire de vie quotidienne.

- Cursus de 3 ans : Éducateur spécialisé principal, assistant social et médiateur social.

Concours national : Calendrier et modalités d'inscription

Le ministère a précisé que les inscriptions s'effectueront exclusivement via le portail électronique du ministère de la Solidarité Nationale, selon le calendrier suivant :

- Centre de Birkhadem (Alger) : À partir du dimanche 11 janvier 2026.
- Centre de Constantine : À partir du mercredi 14 janvier 2026.

Lien d'inscription exclusif : <https://service-solidarite.gov.dz/tawdif-formation>.

Le délai de rigueur pour la soumission des candidatures est fixé à 20 jours ouvrables.

Les postulants doivent soumettre un dossier numérique unique (format



PDF) comprenant une demande manuscrite (précisant la spécialité et le numéro de téléphone), une copie de la pièce d'identité, le relevé de notes du baccalauréat, un certificat de résidence récent, ainsi qu'une fiche de renseignements dûment remplie (disponible sur www.dgfp.gov.dz). Important : En parallèle de l'inscription en ligne, un dossier physique accompagné du récépissé d'inscription doit être déposé ou

envoyé par courrier au centre de candidature choisi. Le concours comprend des épreuves écrites d'admissibilité et une épreuve orale d'admission :

- Culture Générale : (Durée : 2h | Coeff : 2)
- Épreuve de spécialité (Programme de 3ème AS) : Au choix entre Sciences Naturelles ou Histoire-Géographie (Durée : 3h | Coeff : 3)
- Langue Étrangère (Français ou Anglais) : (Durée : 2h | Coeff : 1)

- Entretien Oral (Admission finale) : (Durée max : 20 min | Coeff : 1)

Les candidats admissibles seront ensuite convoqués pour un entretien oral de sélection finale. Les examens se dérouleront dans les centres suivants :

- Alger : Centre de Birkhadem.
- Saïda : Annexe de Hammam Rabi.
- Constantine : Centre national spécialisé.
- Biskra : Centre d'examen annexe.

Les candidats dont les dossiers seront rejetés auront la possibilité de déposer un recours via la plateforme numérique. Les convocations ainsi que les résultats finaux seront communiqués exclusivement par voie électronique (portails officiels et e-mails personnels).

Enfin, la tutelle rappelle que les lauréats devront compléter leur dossier administratif (situation vis-à-vis du service national, certificats médicaux, etc.) avant l'entame de la formation.

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ EN PRODUITS DE 1E NÉCESSITÉ
DURANT LE RAMADHAN :

Le Premier ministre préside une réunion de coordination
avec les walis

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé une réunion de coordination avec les walis, consacrée à la garantie de l’approvisionnement du marché national en produits de première nécessité durant le prochain mois de Ramadhan, indique mercredi un communiqué du ministère de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

La réunion, tenue mardi par visioconférence, en présence

du ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, et de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, a permis d’examiner “les préparatifs pour le mois sacré de Ramadhan”, précise la même source.

Le Premier ministre a donné, à cette occasion, des instructions visant à renforcer la coordination et la synergie des efforts afin

d’assurer un suivi rigoureux de l’approvisionnement du marché en produits de première nécessité pour les citoyens durant le mois sacré.

Dans ce cadre, M. Sifi Ghrieb a insisté sur l’importance “d’adopter une approche proactive, à travers l’installation de cellules de suivi et de coordination au niveau local”.

De son côté, le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a souligné le “rôle pivot” des collectivités



locales, à leur tête les walis, dans la mise en œuvre effective des directives du Gouvernement pour une préparation optimale au mois sacré de Ramadhan, rappelant “la

nécessité d’associer l’ensemble des acteurs afin de veiller à la disponibilité de tous les produits de large consommation”, conclut le communiqué.

AGRICULTURE :

Les conclusions du Conseil des ministres tracent la voie du
secteur vers le renforcement de la sécurité alimentaire

Les professionnels du secteur agricole ont salué les instructions données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, soulignant qu’elles tracent clairement la voie du secteur vers une réponse plus efficace aux besoins du marché et un renforcement durable de la sécurité alimentaire du pays.

Dans ce cadre, le président de la Chambre nationale d’agriculture (CNA), Mohamed Yazid Hambli, a affirmé, dans une déclaration à l’APS, que les instructions du président de la République, lors de la réunion du Conseil des ministres, sont de nature à consolider les acquis réalisés dans le secteur et à poursuivre les réalisations en cours, à travers la prise en charge des insuffisances enregistrées, notamment dans la production de viandes.

Ces instructions, qui seront mises en œuvre à travers la feuille de route du secteur agricole pour

l’année 2026, sont en adéquation avec les attentes des professionnels, notamment en ce qui concerne la poursuite de l’organisation du secteur, la régularisation du foncier agricole et l’importation des équipements, a-t-il ajouté.

Après avoir souligné l’importance des conclusions de la réunion du Conseil des ministres dans la réalisation de la sécurité alimentaire, il a appelé à poursuivre les efforts visant à élargir les surfaces irriguées, notamment dans les régions sahariennes, à octroyer le foncier agricole, à organiser le marché et à assurer la disponibilité des aliments pour bétail, afin d’atteindre les objectifs escomptés.

Pour sa part, le secrétaire national de l’Union nationale des paysans algériens (UNPA), Slimane Dribine, a relevé que la concrétisation des conclusions de la dernière réunion du Conseil des ministres permettra au secteur de franchir de nouvelles étapes vers une relance globale touchant l’ensemble des filières agricoles.



L’accroissement du rendement des terres, la substitution des importations agricoles par la production nationale, l’augmentation des niveaux de production de viandes rouges et blanches, ainsi que la fourniture d’un appui technique aux professionnels, constituent des mesures clés à même d’assurer une satisfaction durable des besoins du marché, a-t-il dit, soulignant l’adhésion des agriculteurs à la vision tracée par le président de la République.

Lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, le président de la République a ordonné la poursuite de l’organisation du secteur et le maintien, “en tête des priorités”, de l’objectif

d’augmentation du taux de production par hectare.

Il a également instruit le Gouvernement de mobiliser tous les moyens et d’assurer toutes les conditions nécessaires pour accroître les capacités de production céréalière, outre l’impératif d’adopter les méthodes scientifiques dans toutes les étapes de la culture, selon une stratégie intégrée et avec la participation d’experts et d’ingénieurs agronomes, en tenant compte de la qualité des semences et de la spécificité de chaque région et de ses sols.

Le président de la République a aussi ordonné la révision de la loi d’orientation agricole, y compris les mécanismes d’organisation et de régulation de la production agricole, ainsi que le travail dans le secteur de l’agriculture selon la règle de la réduction des importations sans créer de pénurie sur le marché, et ce, en encourageant la création de coopératives spécialisées, notamment avec les

nouvelles mesures incitatives que l’Etat continue d’accorder.

Le président de la République a ordonné au ministre de l’Agriculture de trouver des solutions appropriées et urgentes pour relancer la production de viandes rouges et blanches, de manière à répondre aux besoins du marché national, en associant les producteurs et les éleveurs.

Le président de la République a réaffirmé l’engagement de l’Etat à poursuivre la régularisation du foncier agricole au profit des acteurs et intervenants sur le terrain, afin d’atteindre les meilleurs niveaux de production.

Le président de la République a fixé, comme objectif sectoriel prioritaire, l’extension de la surface agricole cultivée à trois (3) millions d’hectares, réaffirmant le caractère urgent de l’importation de matériel agricole destiné à la récolte, notamment pour les cultures céréalières, le maïs et le tournesol.

Saihi préside une réunion d’évaluation consacrée
aux activités de la CNAS

Le ministre du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a présidé une réunion d’évaluation consacrée au suivi et à l’évaluation des activités de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), et ce dans le cadre des réunions d’évaluation périodiques qu’il tient avec les différents organismes et établissements sous tutelle, indique mercredi un communiqué du ministère.

A l’entame de cette rencontre tenue mardi, le directeur général de la CNAS a présenté un exposé sur le bilan des activités du mois de décembre 2025, ainsi que sur les principaux axes du plan stratégique pour la période 2026-2030, notamment en ce qui concerne

“la modernisation des modes de gestion, la généralisation de la numérisation et l’amélioration de la qualité du service public fourni au citoyen”, précise le communiqué.

“Cette réunion s’inscrit dans le cadre de la volonté du ministre d’évaluer l’efficacité des mécanismes de gestion adoptés, de mesurer les indicateurs de performance et de suivre la mise en œuvre des recommandations visant à améliorer le service public, de manière à garantir la simplification des procédures, à accélérer le traitement des dossiers et à éliminer la surcharge et les files d’attente qui pèsent sur le citoyen au sein des structures du secteur”.

A cette occasion, le ministre a donné une série d’orientations et d’instructions,

axées essentiellement sur “l’intensification des sorties de terrain au niveau des différentes structures de la Caisse afin de constater, sur le terrain, le déroulement du service public et la qualité de la prise en charge des assurés sociaux”, ajoute la source.

Il s’agit également de l’organisation de sorties périodiques et régulières vers les établissements conventionnés avec la CNAS, en vue de contrôler le respect des normes de prise en charge sanitaire des assurés sociaux et de leurs ayants droit, et de veiller au traitement rapide et efficace des dossiers et des demandes de prestations, tout en garantissant aux bénéficiaires l’octroi intégral de leurs droits dans les délais impartis.

“Le recours exclusif aux plateformes numériques interactives pour la réception et le traitement des demandes, de manière à assurer la prestation des services à distance, la suppression définitive des transactions papier, la rationalisation des dépenses et l’amélioration de la rentabilité de gestion, sans porter atteinte aux droits des bénéficiaires ni à la qualité des prestations fournies par la Caisse”, figurait parmi les instructions données par M. Saihi, souligne le communiqué.

“Dans le domaine des ressources humaines, le ministre a souligné la nécessité d’investir dans le capital humain à travers la formation continue, notamment la formation à distance couronnée par des certificats permettant aux



travailleurs de développer leurs compétences et de progresser dans leur parcours professionnel”, selon la même source.

Au terme de la rencontre, le ministre a réaffirmé que l’amélioration du service public, l’élimination des files d’attente et des salles d’attente, ainsi que la transition totale de la gestion conventionnelle vers les services numériques à distance, constituent un axe stratégique fondamental dans les plans d’action du ministère, soulignant qu’il suit personnellement et continuellement la mise en œuvre de ces orientations, afin de garantir un service public moderne, efficace et proche du citoyen, précise le communiqué.

MARCHÉ LAITIER: Après Baladna, un géant russe vient investir en Algérie

Au cœur d'un marché laitier en pleine mutation, l'Algérie attire désormais l'attention d'un nouvel acteur international, le groupe russe EkoNiva.

Début de semaine, une délégation conduite par le président directeur général Stefan Dürr s'est rendue dans le pays pour rencontrer SamahLahlouh, PDG du groupe public Giplait, dans le cadre d'échanges sur de futurs projets de partenariat.

Selon le communiqué officiel de Giplait, « les deux parties ont étudié les possibilités de partenariat dans la réalisation de projets de fermes pilotes spécialisées dans la production laitière ». Ces discussions s'inscrivent dans un contexte de diversification des partenariats

internationaux, après l'engagement récent du groupe qatari Baladna.

EkoNiva lorgne l'Algérie : le géant russe du lait prêt à investir dans la filière locale

L'intérêt d'EkoNiva pour l'Algérie ne se limite pas à l'exportation. Le groupe, classé troisième producteur mondial de produits laitiers, voit dans le pays un marché en croissance rapide, où la consommation augmente d'environ 10 % par an.

Pour l'Algérie, cette dynamique suit une stratégie plus large de sécurité alimentaire et de réduction de sa dépendance aux importations. Actuellement, le pays importe près de 400 000 tonnes de poudre de lait chaque année. Avec une enveloppe comptant des centaines de millions de dollars.



Les discussions entre Giplait et EkoNiva portent sur des projets encore non détaillés. Tant sur les capacités de production que sur les montants à investir. Mais elles interviennent alors que la filière locale connaît des transformations majeures. La plus grande ferme verticale laitière du monde, fruit d'un partenariat algéro-qatari de 3,5

milliards de dollars, devrait entrer en activité dès le deuxième semestre de l'année. Avec une production annuelle attendue de 200 000 tonnes de poudre de lait.

Vers l'autosuffisance : un objectif réaliste pour la filière laitière

Les initiatives de partenaires internationaux viennent s'ajouter aux efforts des acteurs locaux. Tels

que la laiterie Soummam, pour renforcer la chaîne de valeur et moderniser la production. À terme, l'Algérie ambitionne de passer du statut de pays importateur à celui d'exportateur. En sécurisant son approvisionnement et en capitalisant sur ses ressources internes.

Ainsi, pour la Russie, l'investissement en Algérie représente une opportunité stratégique dans un contexte géopolitique complexe. Tout en élargissant sa présence sur un marché international en croissance. Pour l'Algérie, l'arrivée de ce géant du lait pourrait constituer un pas supplémentaire vers la consolidation de sa filière laitière et la réduction de sa facture d'importation, tout en diversifiant ses partenariats internationaux.



L'Algérie consolide sa position économique sur la scène euro-méditerranéenne. Entre janvier et août 2025, les échanges commerciaux avec l'Italie ont dégagé un excédent conséquent au profit d'Alger. Porté par l'énergie mais aussi par une montée en puissance inattendue d'un autre secteur. Derrière les chiffres, une tendance lourde se dessine, révélatrice d'une mutation progressive du commerce extérieur algérien.

Selon des données révélées par l'agence italienne Nova, la balance commerciale entre les deux pays a penché nettement en faveur de l'Algérie sur les huit premiers mois de l'année. Avec un excédent avoisinant les 5 milliards d'euros. Si le gaz naturel demeure le pilier central de cette relation, un autre indicateur attire particulièrement l'attention, la flambée des exportations algériennes de fer et d'acier vers le marché italien.

Échanges commerciaux Algérie-

Italie : des flux dominés par l'énergie mais en recomposition

Sur la période allant de janvier à août 2025, les exportations algériennes vers l'Italie ont atteint 7,05 milliards d'euros. Enregistrant un léger recul de 3,6 % par rapport à la même période en 2024. En parallèle, les importations en provenance de Rome se sont établies à 1,93 milliard d'euros, en hausse de 11,7 % sur un an.

Ce différentiel explique l'ampleur de l'excédent commercial algérien. Il confirme également la solidité des relations économiques bilatérales, malgré une évolution contrastée des flux selon les secteurs.

Dans le détail, la structure des exportations algériennes reste largement dominée par les hydrocarbures. Mais elle commence à intégrer des segments industriels à plus forte valeur ajoutée.

Gaz naturel et acier algérien : deux piliers aux dynamiques contrastées

Le gaz naturel représente à lui seul 84 % des exportations algériennes vers l'Italie, soit 5,94 milliards d'euros.

Confirmant le rôle stratégique de l'Algérie comme fournisseur énergétique clé de Rome.

Mais l'élément le plus marquant réside dans l'essor spectaculaire des exportations de produits sidérurgiques, qui ont atteint 121 millions d'euros, avec une progression de 169,6 % en un an. Une évolution qui tranche avec les tendances observées dans d'autres segments :

- Produits chimiques et engrais : 87 millions d'euros (+65,3 %)
- Produits de raffinage du pétrole : 580 millions d'euros (-10,6 %)
- Pétrole brut : 267 millions d'euros (-7,8 %)

Cette dynamique confirme l'émergence progressive de l'acier algérien comme un produit compétitif sur le marché européen, en particulier en Italie, grande consommatrice de matières premières industrielles.

Importations italiennes : la technologie industrielle en première ligne

Du côté des importations algériennes, la hausse enregistrée s'explique

principalement par le poids croissant des secteurs industriels à forte intensité technologique, qui constituent le principal moteur de la progression observée.

Parmi les postes les plus significatifs figurent :

- 1.Produits de raffinage du pétrole : 284 millions d'euros (+69,3 %)
- 2.Autres machines générales : 191 millions d'euros (+43,4 %)
- 3.Machines et composants industriels pour l'énergie et les fluides : 190 millions d'euros (+16 %)
- 4.Machines spécialisées pour l'agroalimentaire, le plastique et le bâtiment : 177 millions d'euros (+10,8 %)
- 5.Produits chimiques et engrais : 77 millions d'euros (+2,2 %)

Ces chiffres traduisent un besoin soutenu en équipements industriels, en lien avec les projets de modernisation et d'investissement engagés en Algérie.

Acier algérien : vers un positionnement stratégique sur le marché italien

La progression fulgurante des exportations de produits

sidérurgiques ne relève pas du hasard. Elle s'inscrit dans une trajectoire industrielle plus large. Illustrée par l'accord conclu en juillet dernier entre un groupement d'entreprises algériennes et des partenaires italiens.

Ce partenariat prévoit la construction en Algérie d'une usine de fer à réduction directe (DRI), pour un investissement estimé à 1 milliard d'euros. Un projet qui pourrait renforcer durablement la capacité de production nationale et consolider la présence de l'acier algérien sur les marchés européens, à commencer par l'Italie.

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Italie, sur les huit premiers mois de 2025, témoignent d'un excédent solide en faveur d'Alger et d'une relation économique toujours fortement structurée autour de l'énergie. Mais au-delà du gaz, la percée de l'acier algérien révèle une diversification progressive des exportations et ouvre la voie à un repositionnement industriel plus affirmé sur le marché italien.

5 MILLIARDS € D'EXCÉDENT AVEC L'ITALIE: L'acier algérien confirme sa montée

EXPORTATIONS DE GAZ:

L'Algérie réajuste sa stratégie vers l'Europe

À travers le marché italien, principale porte d'entrée du gaz algérien vers l'Europe, Alger ajuste progressivement sa stratégie d'exportation.

L'année 2025 marque une phase de rééquilibrage mesurée, caractérisée par un léger recul des livraisons par pipeline et une montée en puissance notable du gaz naturel liquéfié (GNL), sans remise en cause du rôle central des infrastructures existantes.

Gaz algérien vers l'Europe : le pipeline Transmed reste dominant malgré un léger recul

Selon les estimations publiées par l'agence italienne Nova, l'Italie a importé environ 20,1 milliards de mètres cubes de gaz algérien via le pipeline Transmed en 2025. Ce volume s'inscrit en baisse par rapport à 2024 (21,1 milliards de m³) et 2023 (23 milliards de m³), traduisant un recul modéré des flux acheminés par

voie terrestre.

En proportion, le gaz algérien transporté par pipeline a représenté environ 31 % des importations italiennes de gaz en 2025, contre 34 % l'année précédente et 36 % en 2023. Malgré cette évolution, Transmed demeure un axe structurant du dispositif énergétique européen, assurant près d'un tiers des besoins gaziers de l'Italie.

À titre de comparaison, les approvisionnements en provenance de Libye sont restés marginaux, avec moins d'un milliard de mètres cubes livrés sur la même période, soit moins de 2 % des importations italiennes.

Le GNL algérien gagne du terrain sur le marché européen via l'Italie Parallèlement au recul limité du pipeline, les exportations algériennes de gaz naturel liquéfié ont enregistré une progression marquée. En 2025,



47 cargaisons de GNL algérien ont été déchargées dans les ports italiens, contre 31 en 2024, soit une augmentation de plus de 50 % en un an.

Ces livraisons ont représenté environ 21 % des importations totales de GNL de l'Italie, sur un total de 221 cargaisons reçues de différentes origines. En 2024, la part algérienne s'élevait à 20,7 %, avec 31 cargaisons sur 150.

Cette dynamique confirme l'importance croissante du GNL algérien dans l'approvisionnement européen, l'Italie jouant un rôle de hub méditerranéen capable de

redistribuer les flux au-delà de son propre marché.

Un rééquilibrage assumé entre flexibilité maritime et stabilité des pipelines

Selon des sources industrielles citées par l'agence italienne Nova, cette évolution ne traduit pas un désengagement de l'Algérie du marché italien ou européen. Elle s'inscrit plutôt dans une logique de réajustement stratégique, combinant la stabilité des contrats par pipeline et la souplesse offerte par le GNL. Le gaz naturel liquéfié permet en effet à l'Algérie :

- D'adapter ses destinations en fonction des prix,
 - De répondre plus rapidement aux tensions du marché,
 - De renforcer sa présence sur plusieurs marchés européens.
- L'Italie demeure ainsi l'un des débouchés prioritaires du gaz

algérien, tout en servant de point d'accès élargi vers l'Europe.

Algérie – Italie : partenariats énergétiques et perspectives à long terme

Au-delà des flux gaziers, la relation énergétique entre l'Algérie et l'Italie s'est renforcée au cours de l'année écoulée. Le partenariat entre Sonatrach et Eni a été consolidé, notamment dans le bassin de Berkine, avec la signature d'un accord de partage de production d'un montant de 1,35 milliard de dollars. Par ailleurs, des projets structurants liés à la transition énergétique avancent, à l'image du memorandum South H2, auquel participe la société italienne Snam. Ce projet vise à relier l'Algérie à l'Europe via l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne, positionnant le pays comme un acteur clé des futurs corridors énergétiques européens.

ANNABA:

Visite de terrain du projet de réalisation du Centre national de formation des agents des collectivités locales (CNFPCL)

S.F

Le wali, Abdelkrim Lamouri, a effectué, dans la matinée d’hier mercredi, une visite de terrain au chantier de réalisation du Centre national de formation des agents des collectivités locales et de perfectionnement de leurs niveaux (CNFPCL), situé sur le territoire de la commune d’El Bouni.

Cette visite s’est déroulée en présence du directeur de l’administration locale, du bureau d’études chargé du suivi ainsi que des entreprises de réalisation, et s’inscrit dans le cadre du suivi régulier des projets structurants relevant du secteur de l’Intérieur et des collectivités locales. Sur place, le



wali a pris connaissance de l’état d’avancement des travaux et des contraintes éventuelles pouvant impacter les délais de réalisation. À l’issue de la visite, le wali a insisté sur la nécessité d’accélérer le rythme des travaux

et d’engager sans délai les lots restants, afin de permettre la réception du projet dans les délais impartis. Il a souligné l’importance stratégique de cet équipement public, considéré comme un véritable acquis



pour le secteur de l’Intérieur, des collectivités locales et du transport, au regard du rôle qu’il jouera dans la formation continue et la qualification des ressources humaines. À noter que le centre s’étend sur une assiette foncière importante

et comprend plusieurs infrastructures, notamment des espaces dédiés à la formation ainsi que des installations sportives diversifiées, destinées à offrir un cadre intégré et moderne aux bénéficiaires.

ANNABA:

Visites d’inspection des projets relevant du secteur de la justice

S.F

Le wali, Abdelkrim Laâmourî, a effectué, une visite de travail et de suivi consacrée aux projets relevant du secteur de la justice, s’inscrivant dans le cadre du contrôle de l’avancement des chantiers structurants et du respect des délais de réalisation.

À cette occasion, le wali a inspecté le chantier de réalisation du nouveau Conseil judiciaire d’Annaba, où il a pris connaissance de l’état d’avancement des travaux. À l’issue de la visite, il a insisté sur la nécessité de respecter les délais impartis, notamment en ce qui concerne les lots restants,



afin de garantir la livraison du projet dans les temps fixés. La visite s’est poursuivie par l’inspection des travaux d’aménagement et de réhabilitation du tribunal d’Annaba. Après avoir reçu les explications techniques relatives

aux opérations de réhabilitation de cet édifice judiciaire, le wali a souligné l’importance de présenter le cahier des charges d’exécution pour la poursuite des procédures, tout en veillant au strict respect des délais et des normes de réalisation.



Cette visite s’est déroulée en présence du procureur général, du président du Conseil judiciaire d’Annaba, du secrétaire général du Conseil judiciaire, ainsi que de la directrice des équipements publics, accompagnés des cadres concernés, des bureaux

d’études chargés du suivi et des entreprises de réalisation, témoignant de l’importance accordée à ces projets destinés à renforcer les infrastructures judiciaires et à améliorer les conditions de travail et d’accueil au sein du secteur.

ANNABA / RÉUNIONS DES COMITÉS DE LA VILLE

Un cadre participatif au service des préoccupations citoyennes

Imen.B

Dans le cadre du renforcement des mécanismes de concertation et de la prise en charge des préoccupations des citoyens, des réunions des comités de la ville ont été organisées à travers plusieurs communes de la wilaya. Ces rencontres se sont tenues sous la supervision du wali-délégué de la circonscription administrative “Benaouda Benmostefa”, des chefs de daïras et des présidents des assemblées populaires communales, avec la participation des secrétaires



généraux des communes, des membres des exécutifs locaux, ainsi que des représentants des différents services et directions concernés. Ces réunions ont également enregistré une large présence des présidents des comités d’associations et des représentants de la société civile,

traduisant la volonté des autorités locales d’instaurer un dialogue permanent et constructif avec les citoyens. Elles ont été consacrées à l’examen des préoccupations de terrain soulevées par les habitants, à leur discussion approfondie et à la proposition de solutions concrètes visant à améliorer le cadre et les



conditions de vie. Les travaux ont porté sur plusieurs communes, notamment Annaba, El Bouni, Sidi Amar, Aïn El Berda, Cheurfa, El Eulma, Berrahal, Tréat ainsi que la circonscription administrative de Drâa Errich, illustrant une dynamique de proximité et une approche participative dans

la gestion des affaires locales. Cette démarche s’inscrit dans une vision axée sur l’écoute, la concertation et l’action concertée, afin de répondre efficacement aux attentes des citoyens et de promouvoir un développement local équilibré et durable.

ANNABA / CIRCONSCRIPTION "BENAOUDA BENMOSTEFA"

Le wali-délégué en visite d'inspection du projet de réalisation du lycée POS 1

Imen.B

Dans le cadre du suivi des projets structurants inscrits au programme de développement local, le wali-délégué de la circonscription administrative "Benaouda Benmostefa" a effectué, mardi passé, une visite de terrain au niveau du projet de réalisation du lycée POS 1, situé dans la commune d'Oued El Aneb. Cette visite s'est déroulée en présence du P/APC d'Oued El Aneb, de la directrice des équipements publics, ainsi que des représentants de l'Entreprise

d'aménagement de la nouvelle ville, du bureau d'études Urban, du bureau d'études technique et de l'entreprise chargée de la réalisation du projet. Sur place, le wali-délégué a pris connaissance de l'état d'avancement des travaux et des différentes contraintes techniques rencontrées. À cette occasion, il a insisté sur la nécessité de lever l'ensemble des obstacles techniques susceptibles de retarder l'achèvement du projet, tout en appelant à une meilleure coordination entre les différents intervenants. Il a également souligné l'importance d'accélérer les

opérations de raccordement du lycée aux différents réseaux essentiels, notamment l'électricité, le gaz, l'eau potable et l'assainissement, afin de garantir la mise en service de l'établissement dans les délais impartis. Cette démarche traduit la volonté des autorités locales de veiller au respect des délais de réalisation et de doter la commune d'Oued El Aneb d'infrastructures éducatives modernes, à même de répondre aux besoins croissants en matière de scolarisation et de contribuer à l'amélioration des conditions d'accueil des élèves.



ANNABA:

Le Chef de daïra s'enquiert des conditions de scolarisation au niveau des établissements scolaires

Imen.B

Poursuivant ses activités de terrain et dans un souci constant d'améliorer les conditions de scolarisation, le Chef de daïra d'Annaba a effectué, dans la matinée d'hier, une visite d'inspection au niveau de deux établissements scolaires situés à la cité Oued Forcha, à savoir les écoles "Aïnouz Abdelaziz" et "Sahari Ali". Cette visite s'inscrit dans le cadre des sorties régulières de suivi des conditions de la scolarité, visant à s'enquérir de la situation réelle au sein des établissements éducatifs, en particulier durant la saison

hivernale. À cette occasion, le Chef de daïra s'est penché sur plusieurs aspects essentiels, notamment le fonctionnement du système de chauffage, les conditions de restauration scolaire, ainsi que l'état général de la propreté et de l'hygiène au sein des écoles visitées. Lors de ses échanges avec les responsables des établissements et les équipes éducatives, il a insisté sur la nécessité d'assurer un environnement scolaire sain, sécurisé et adapté, garantissant le bien-être des élèves et favorisant de meilleures conditions d'apprentissage. Il a

également émis des orientations et des recommandations visant à remédier rapidement aux lacunes constatées, le cas échéant, en coordination avec les services concernés. Ces sorties de terrain traduisent l'engagement des autorités locales à suivre de près les préoccupations du secteur de l'éducation, et à veiller à la prise en charge effective des besoins des établissements scolaires, dans l'objectif est d'offrir aux élèves des conditions de scolarisation dignes et conformes aux normes en vigueur.



ANNABA / DÉVELOPPEMENT LOCAL

Réunion de la commission technique restreinte chargée des marchés publics

Imen.B

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des programmes de développement local et de l'amélioration de la gestion des projets publics, la circonscription administrative "Benaouda Benmostefa" a abrité, avant-hier, une réunion de la commission technique restreinte, tenue au niveau de la commune d'Oued El Aneb. Cette rencontre a été consacrée principalement à l'étude des mesures à prendre afin d'accélérer la concrétisation des marchés publics au titre de l'année 2026. Les membres de la commission ont procédé à un examen approfondi des différentes étapes administratives et techniques liées à la préparation, au lancement et au suivi des marchés publics, en mettant l'accent sur la nécessité de réduire les délais et d'assurer une meilleure coordination entre les différents services concernés. Les échanges ont également

porté sur l'identification des contraintes susceptibles d'entraver l'exécution rapide des projets programmés, ainsi que sur les solutions pratiques à adopter pour garantir le respect des textes réglementaires en vigueur tout en assurant l'efficacité et la transparence dans la gestion des deniers publics. À l'issue de la réunion, l'importance d'une mobilisation accrue de l'ensemble des acteurs locaux a été soulignée, afin de permettre le lancement effectif des projets dans les meilleurs délais et de répondre aux attentes des citoyens en matière d'infrastructures et de services publics. Cette réunion s'inscrit dans une démarche proactive visant à renforcer la gouvernance locale et à assurer une mise en œuvre optimale des programmes de développement au niveau de la circonscription administrative "Benaouda Benmostefa" et de la commune d'Oued El Aneb.



ANNABA / SERAIDI :
Le Président du conseil populaire communal en visite de terrain

R.C
En visite de terrain, le Président du conseil populaire communal s'est rendu au niveau

du projet de rénovation et de modernisation des structures du hall communal afin de s'assurer de la l'avancement des travaux de réaménagement des toilettes

et douches destinées aux travailleurs. Une attention particulière a été également accordée à l'installation des équipements de surveillance.



ANNABA / SÛRETÉ DE WILAYA :
Démantèlement d'un réseau criminel organisé spécialisé dans le trafic de drogues

S.F
Dans le cadre du renforcement du dispositif de lutte contre le trafic de drogues et de substances psychotropes, les services de la Sûreté de la wilaya d'Annaba ont réussi à démanteler un réseau criminel organisé spécialisé dans la commercialisation de drogues et de drogues dures, dont l'activité s'étendait à plusieurs wilayas du pays. Cette opération a été menée grâce à une coordination opérationnelle étroite entre les services de la sûreté de la

daïra d'El Bouni et la sûreté de wilaya de la sécurité publique. Les faits remontent aux premières heures de la matinée du 04 janvier 2026, lorsque les forces de police, dans le cadre de leurs missions de protection des personnes et des biens, ont procédé à l'interception d'un véhicule touristique occupé par deux individus. La fouille a permis la saisie d'une plaquette de kif traité ainsi que d'une quantité de cocaïne, en plus du véhicule utilisé pour le transport et la distribution de ces substances

illicites. Poursuivant les investigations sous la supervision du parquet territorialement compétent, les services de police de la sûreté de la daïra d'El Bouni ont pu identifier et interpellier un troisième complice, avec à la clé la saisie de neuf (09) plaquettes supplémentaires de drogue. À l'issu del'accomplissement de l'ensemble des procédures légales, les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la république près le tribunal d'El Hadjar, pour détention, transport et



stockage de drogues et de drogues dures de manière illégale dans le cadre d'un groupe criminel organisé. Cette opération illustre

l'engagement constant des services de sécurité à endiguer le phénomène du trafic de stupéfiants, et à préserver la sécurité et la santé publique.

ANNABA / CADRE DE VIE :
Lancement d'une campagne de lutte contre la prolifération des moustiques



Imen.B
Dans le cadre des efforts continus visant à préserver la santé publique et à améliorer le cadre de vie des citoyens, la structure communale de préservation de la santé et de l'hygiène publique a procédé, hier, au lancement d'une opération de pulvérisation à l'aide de produits chimiques spécifiques destinés à la lutte contre les moustiques. Cette

intervention s'inscrit dans un programme préventif visant à réduire la prolifération des moustiques, notamment en raison des désagréments sanitaires qu'ils peuvent engendrer. L'opération a concerné, dans une première phase, plusieurs quartiers de la commune, à savoir : les quartiers "Chouaïb", "Aïnani", la route menant vers la cité El Manzar El Djamil et El Zitoune. Les équipes techniques mobilisées ont

procédé à la pulvérisation des zones ciblées, en respectant les normes sanitaires et environnementales en vigueur, afin d'assurer une intervention efficace et sécurisée pour les habitants. La commune assure que cette campagne se poursuivra progressivement pour couvrir l'ensemble des quartiers résidentiels du territoire communal, conformément au programme d'intervention établi à cet effet. À cette

occasion, les services communaux appellent l'ensemble des citoyens à faire preuve de coopération et à prendre les précautions nécessaires durant la période d'intervention, notamment en évitant l'exposition directe aux produits pulvérisés, en fermant les fenêtres et en protégeant les denrées alimentaires, afin de garantir le bon déroulement de l'opération et la sécurité de tous.

ANNABA / ENVIRONNEMENT :
Poursuite de la campagne de reboisement

Imen.B
Dans le cadre de la mise en œuvre du programme arrêté au titre de la campagne de reboisement pour la saison 2026, la conservation des forêts d'Annaba, à travers la circonscription des forêts de la daïra d'Annaba (territoire forestier d'Annaba), poursuit ses efforts sur le terrain afin

de renforcer la couverture végétale et de préserver l'équilibre environnemental. À l'initiative de l'association "Ness El Kheir Berrahal", et en coordination avec les services de la commune d'Annaba – service des espaces verts, une opération de plantation d'arbres a été organisée dans l'après-midi de mardi 13 janvier 2026, au

niveau du jardin public de la cité "08 Mai 1945", dans la commune d'Annaba. Cette action a connu une large participation, notamment l'association du quartier, des représentants de la société civile dans toute sa diversité, comprenant les personnes âgées, les jeunes ainsi que les enfants. Cette initiative s'inscrit dans une

démarche visant à renforcer les espaces verts, à ancrer la culture de la protection de l'environnement, et à encourager le volontariat et la participation citoyenne dans la préservation du patrimoine forestier et environnemental. Elle reflète également l'importance du travail collectif et de la coopération entre les institutions publiques



et le tissu associatif pour la protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie des citoyens.

En Thaïlande, un accident de train causé par l'effondrement d'une grue fait au moins 22 morts

Des dizaines de personnes ont aussi été blessées dans ce train, qui circulait entre la capitale, Bangkok, et la province d'Ubon Ratchathani. Les opérations de secours ont été temporairement interrompues en raison d'une « fuite de produits chimiques », a fait savoir la police locale, selon le monde fr.

Au moins « 22 personnes ont été tuées » et « plus de 80 » blessées dans un accident de train dans le nord de la Thaïlande, a annoncé, mercredi 14 janvier, Thatchapon Chinnawong, responsable d'un poste de police de la province de Nakhon Ratchasima, au nord-est de Bangkok, à l'Agence France-Presse (AFP). « Une grue s'est effondrée sur un train, qui a déraillé et a pris feu », ont précisé dans un communiqué distinct les autorités de la



province.

L'accident s'est produit vers 9 heures (4 heures, à Paris), lorsqu'une grue utilisée pour la construction d'une ligne de train à grande vitesse est tombée sur un train de passagers en contrebas.

« J'ai entendu un gros bruit [...] suivi de deux explosions », a témoigné Mittr Intrpanya, 54 ans, un riverain présent sur les lieux. « Quand je suis allé voir

ce qui s'était passé, j'ai trouvé la grue posée sur un train de passagers de trois wagons. Le métal de la grue semblait avoir tranché en deux le deuxième wagon », a-t-il ajouté.

Le ministre des transports thaïlandais, Phiphat Ratchakitprakarn, a fait savoir que 195 personnes se trouvaient à bord du train, qui circulait entre la capitale, Bangkok, et la province d'Ubon Ratchathani.

Il a pressé les autorités de faire la lumière sur les causes de l'accident.

Chantier de construction d'un réseau TGV

Des images diffusées par les médias locaux montrent des secouristes se précipitant vers un train couché sur le flanc tandis que de la fumée s'élève des débris. Les opérations de secours ont été temporairement interrompues en raison d'une « fuite de produits chimiques », a fait savoir la police locale, sans préciser d'où provenait cette fuite.

La grue faisait partie d'un vaste chantier de construction d'un réseau de trains à grande vitesse en Thaïlande, lancé en 2017 avec une décennie de retard. Ce projet de 5,4 milliards de dollars doit permettre de relier Bangkok à Kunming, dans le sud de la Chine, via le Laos.

Un premier tronçon doit entrer en service en 2028, le second en 2032. Le projet est soutenu par la Chine dans le cadre de sa politique des « nouvelles routes de la soie », lancée pour améliorer ses échanges commerciaux et renforcer son influence dans la région.

Les accidents industriels sur les chantiers de construction et de transport sont relativement fréquents en Thaïlande, en raison d'une application parfois laxiste des règles de sécurité. Dix-huit personnes sont mortes en 2020 en Thaïlande dans la collision d'un train de marchandises avec un bus transportant des fidèles à une cérémonie religieuse. Huit personnes ont également trouvé la mort en 2023, dans la collision entre un train de marchandises et une camionnette qui traversait une voie ferrée, dans l'est du pays.

Dans les PME américaines, les robots assurent peu à peu les tâches difficiles

L'automatisation est bien reçue chez les employeurs industriels, qui veulent éviter la délocalisation et faute de candidats pour les emplois pénibles. Aidant à ménager la santé des salariés, certains robots sont même devenus des outils de rétention du personnel, mais, à long terme, les destructions d'emplois semblent inexorables, selon le monde fr.

« Quand vous devez porter des caisses de 9 kilos, dix fois en une minute, huit heures par jour, cela fait beaucoup de mouvements et pas mal de tensions sur votre

dos », constate Patrick Henson, le directeur de Masters Gallery, un distributeur de fromages californien. La PME, installée à Willows, une ville de 6 000 habitants, n'arrivait pas à garder son personnel. L'entreprise de 165 salariés accueillait de deux à trois nouveaux venus par semaine pour remplacer les absents, découragés par le mal de dos et les tâches répétitives. « C'est une petite ville, poursuit M. Henson. Le pool de demandeurs d'emploi disponibles est limité. »

M. Henson a donc décidé

d'utiliser un robot pour réaliser ces tâches si peu désirables. Mais pas question d'acheter. La compagnie n'avait pas les moyens de déboursier d'un coup 500 000 dollars (430 000 euros). Le directeur s'est tourné vers Formic, une nouvelle entreprise, qui lui proposait un robot en location. L'automate lui coûte moins cher qu'un employé, rémunéré 25 dollars de l'heure. Et, selon lui, il « protège » les salariés existants, libérés de pesantes missions. « Le turnover a baissé, le moral est en hausse, se félicite M. Henson. Et



nous orientons les employés vers des tâches plus intéressantes. » Les ouvriers ne soulèvent plus

d'énormes fromages, ils veillent au bon fonctionnement du robot ou s'occupent de la maintenance.

En Corée du Sud, la peine de mort requise contre Yoon Suk Yeol, pour sa déclaration de loi martiale

Pour les procureurs, l'ex-président conservateur sud-coréen est coupable d'avoir mené une insurrection « dans le but de rester au pouvoir en s'arrogeant les pouvoirs judiciaire et législatif ». Le verdict est attendu le 19 février, selon le monde fr.

Un réquisitoire sévère et une sanction, la peine de mort, qui ne l'est pas moins. L'accusation n'a pas épargné l'ex-président conservateur sud-coréen, Yoon Suk Yeol (2022-2025), jugé à Séoul pour sa déclaration avortée de loi martiale du 3 décembre



2024. « L'ancien président Yoon a déclaré la loi martiale dans le but de rester au pouvoir en s'arrogeant les pouvoirs judiciaire et législatif. La nature du crime est grave, car il a mobilisé des ressources qui n'auraient dû être utilisées que dans l'intérêt de la collectivité nationale », a expliqué l'accusation, au cœur de la nuit du mardi 13 au mercredi 14 janvier, au terme d'une interminable dernière audience du procès, dont le verdict est attendu le 19 février. A l'annonce de la peine requise, sur le banc des accusés, M. Yoon a esquissé un léger sourire. Ses

partisans présents dans la salle d'audience 417 du tribunal central de Séoul ont hurlé « espèce de fou ! » ou encore « quelle absurdité ! », obligeant le juge, Jee Kui-youn, à un rappel à l'ordre.

Egalement dans le box des accusés, plusieurs complices de M. Yoon, dont l'ancien ministre de la défense, Kim Yong-hyun, le chef de l'Agence nationale de la police, Cho Ji-ho et le chef du renseignement militaire, Noh Sang-won, encourrent entre quinze ans de détention et la prison à vie.

IMPÔTS DES PLUS RICHES :
Les inégalités fiscales s'invitent à nouveau dans le débat budgétaire

Selon l'ancien ministre de l'économie Eric Lombard, des milliers de grandes fortunes ne paient aucun impôt sur le revenu. Le président « insoumis » de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Eric Coquerel, a réclamé des données précises à Bercy, selon le monde fr. Les Français les plus riches paient-ils les impôts qu'ils devraient ? Des milliers d'entre eux réussissent-ils vraiment à ne verser aucun impôt sur le revenu ? A peine mis en veilleuse, fin 2025, par l'échec des discussions budgétaires et le vote de la loi de finances spéciale, le débat sur ce sujet

hautement sensible repart de plus belle. Eric Coquerel, le président (La France insoumise, LFI) de la commission des finances de l'Assemblée nationale, l'a annoncé, mardi 13 janvier, à l'ouverture du nouvel examen du projet de budget pour 2026 : il vient d'écrire à Bercy pour obtenir des informations précises sur la question. Au nom de la loi qui oblige l'administration à lui fournir « tous les renseignements et documents d'ordre financier et administratif » qu'il requiert, il réclame l'intégralité des éléments dont le ministère de l'économie dispose sur le

sujet, « qu'il s'agisse de notes, d'analyses ou de chiffrages élaborés par les services de la direction générale des finances publiques ». La députée (Parti communiste français) des Hauts-de-Seine Elsa Faucillon compte aussi interroger l'exécutif, mercredi, lors de la séance de questions au gouvernement. François Ruffin, député de la Somme rattaché au groupe écologiste, a, lui, envoyé une question écrite au ministre de l'économie, Roland Lescure. Ce n'est sans doute qu'un début, tant, pour la gauche, faire payer les riches constitue un sujet central, et un thème de campagne porteur.



La Russie intensifie ses frappes contre une Ukraine plongée dans un froid polaire



Les attaques aériennes russes contre les infrastructures électriques ukrainiennes visent à créer une crise humanitaire, alors que la population subit une vague de froid inhabituelle, avec des températures atteignant - 20 °C, selon le monde fr. L'armée russe profite de la vague de froid arctique descendant sur l'Ukraine, ces derniers jours, pour démultiplier l'effet de ses frappes aériennes contre le

système énergétique des grands centres urbains. Environ 70 % de la ville de Kiev a été privée d'électricité, mardi 13 janvier, après une nouvelle attaque aérienne massive russe la nuit précédente, a indiqué Ukrenergo, le gestionnaire du réseau public d'électricité. La Russie « jette toutes ses forces » pour détruire l'infrastructure énergétique ukrainienne après la deuxième attaque massive en moins d'une semaine, a déclaré le vice-ministre de l'énergie,

Mykola Kolisnyk, au média en ligne Liga.net. Les 3 millions d'habitants de Kiev sont d'autant plus vulnérables aux coupures d'électricité que la température oscille ces derniers jours entre - 15 °C et - 20 °C, et que le réseau de chauffage urbain a également été gravement endommagé, le 9 janvier, plongeant une grande partie des immeubles de la capitale dans des températures glaciales.

La France interdit de territoire dix militants d'extrême droite britanniques pour des actions contre des migrants

La justice française avait ouvert une enquête préliminaire pour « violences aggravées » commises sur des migrants dans la nuit du 9 au 10 septembre à Grand-Fort-Philippe, près de Dunkerque selon le monde fr. Dix militants d'extrême droite se livrant notamment à des actions sur le littoral du Nord et du Pas-de-Calais contre des migrants qui souhaitaient rejoindre le Royaume-Uni ont été interdits de territoire, a annoncé, mercredi 14 janvier, le ministère de l'intérieur. L'attention des services du ministère a été appelée « à plusieurs reprises, et par différents acteurs, sur la présence d'activistes d'extrême droite », du mouvement Raise

the Colours, se livrant à des actions de destruction de small boats, précise le ministère. Ces actions sont « de nature à occasionner de graves troubles à l'ordre public », a-t-il justifié. Il explique avoir pris mardi en conséquence des mesures d'interdiction administrative du territoire à l'encontre de dix ressortissants britanniques, « identifiés comme militants au sein du mouvement ». « Dès lors, l'entrée et le séjour en France leur sont interdits », écrit-il. La justice française avait ouvert une enquête préliminaire pour « violences aggravées » commises sur des migrants dans la nuit du 9 au 10 septembre à Grand-Fort-Philippe, près de Dunkerque, à

la suite du signalement par une association. Agression verbale et physique à Grand-Fort-Philippe Dans la nuit du 9 au 10 septembre, quatre hommes arborant des drapeaux anglais et du Royaume-Uni ont agressé verbalement et physiquement un groupe de migrants à Grand-Fort-Philippe, en leur disant qu'ils n'étaient pas les bienvenus en Angleterre et en volant certaines de leurs affaires, avait rapporté à l'Agence France-Presse Félicie Penneron, coordinatrice d'Utopia 56 près de Dunkerque. En 2025, 41 472 migrants ont réussi à traverser la Manche au départ de la France sur de petites embarcations pour rejoindre la



Grande-Bretagne. Il s'agit du nombre le plus élevé après le record enregistré en 2022. Un accord a été signé cet été entre les deux pays pour tenter de mettre fin aux traversées en small boats alors que le premier ministre britannique est confronté à la montée du

parti anti-immigration Reform UK. L'accord prévoit le renvoi en France de migrants arrivés à bord de petites embarcations au Royaume-Uni, en échange de l'accueil par le pays de migrants se trouvant en France, sur le principe du « un pour un ».

ALGÉRIE-NIGERIA: la CAF demande des explications

Comme on le sait, au lendemain des deux quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations 2025, la Confédération africaine de football a officiellement annoncé l'ouverture d'une enquête disciplinaire, à la suite des scènes de tension et de violence relevées lors de certaines rencontres. L'attention de la CAF s'est particulièrement portée sur le match ayant opposé l'équipe nationale au Nigeria, une rencontre marquée par une fin houleuse et des incidents jugés suffisamment sérieux pour nécessiter une réaction immédiate de l'instance continentale. Selon les premières informations communiquées, des images diffusées après la rencontre ont montré des joueurs, mais surtout des membres administratifs de la délégation algérienne, adressant des propos virulents à l'arbitre sénégalais Issa Sy. Si le contenu exact de ces échanges reste officiellement inconnu, des échos concordants au sein de la CAF indiquent que l'arbitre et le commissaire du match auraient consigné des éléments jugés «très négatifs», évoquant notamment des injures et des paroles déplacées. Le point le plus sensible du dossier réside dans le fait que la CAF considère



ces faits comme une récidive. En effet, lors de la fenêtre internationale du mois d'octobre dernier, à l'occasion du match face à l'Ouganda, comptant pour les éliminatoires de la Coupe du monde 2026, l'instance africaine avait déjà signalé une agitation inhabituelle le long de la main courante. Une rencontre pourtant sans véritable enjeu sportif, si ce n'est celui d'assurer un maximum de points, mais durant laquelle la pression était montée d'un cran face à une sélection ougandaise solide. Ce jour-là, l'arbitre mauricien avait été pris à partie par des administrateurs, un précédent qui pèse aujourd'hui lourd dans l'analyse disciplinaire de la CAF, laquelle a officiellement pris attache avec la Fédération algérienne de football.

Une pause-citron houleuse

Dans ce contexte, la commission de discipline de la CAF a adressé une correspondance à la FAF, lui demandant de répondre formellement et de fournir sa version des faits concernant les incidents ayant suivi le quart de finale. D'après des sources bien informées, le rapport disciplinaire fait état de l'implication de plusieurs dirigeants, ainsi que de certains joueurs, dans ce que la commission assimile à une tentative d'intimidation à l'encontre de l'arbitre Issa Sy et de son équipe, que ce soit à la pause ou immédiatement après le coup de sifflet final, car en plus des images relayées par les medias, il y avait une pause très chaude, où le camp algérien a tenu à faire des reproches au referee sénégalais, coupable

la Fédération algérienne de football a annoncé avoir déposé une plainte formelle contre le corps arbitral du quart de finale face au Nigeria. La FAF pointe des erreurs d'arbitrage majeures qui, selon elle, ont lourdement influencé le cours de la rencontre et «bousillé» le match. Le comportement de l'arbitre sénégalais Issa Sy est également mis en cause, notamment pour avoir menacé certains joueurs d'expulsion, il aurait aussi proféré des propos racistes envers d'autres éléments dans un contexte de forte tension. La FAF reproche surtout au duo Sy-Atcho une gestion catastrophique de certaines phases décisives, en particulier le refus d'accorder le fameux penalty. À la VAR, le Gabonais Pierre Atcho est de nouveau au centre des critiques, lui qui traîne un passif polémique avec la sélection algérienne. Déjà dénoncé lors de la précédente CAN en Côte d'Ivoire pour avoir ignoré deux penalties flagrants face à l'Angola et au Burkina Faso, Atcho avait été sanctionné, cette fois il vient d'être récompensé en étant désigné pour le match de ce soir entre le Sénégal et l'Egypte.

Mohamed Amokrane Smail

CAN 2025:

Bennacer visait la demi-finale

Sorti sur blessure en 1/8 de finale face à la République démocratique du Congo (RDC), Ismaïl Bennacer était indisponible pour le match d'après contre le Nigeria, mais d'après une source sûre, il était prévu qu'il reprenne la compétition lors de la demi-finale. C'est la confiance faite par le milieu récupérateur de l'EN à un de ses proches. "Je ne voulais pas en parler, j'allais reprendre mercredi pour la demi-finale contre le Maroc, mais l'élimination en quarts de finale a tout chamboulé", rapporte notre interlocuteur. Touché à l'ischio-jambier au début de la deuxième mi-temps du match contre la RDC, Ismaïl Bennacer a demandé à sortir aussitôt, afin d'éviter une aggravation de sa blessure. L'expérience du passé a fait qu'il a appris à bien gérer ses blessures musculaires. Le but est de réduire la durée d'indisponibilité. Pris en charge par le staff médical de l'EN, il a entamé les soins dès la fin de la rencontre contre la RDC, tout en respectant scrupuleusement le protocole médical nécessaire. Dans sa tête, il n'avait qu'un seul



objectif : être présent en demi-finale. Hélas, ses calculs ont été faussés par cette défaite face au Nigeria 2/0. Il faut rappeler que c'est la deuxième fois de suite que ça lui arrive. On se souvient,

il y a deux ans pendant la CAN 2023, après avoir joué le premier match contre l'Angola 1/1, l'avant-veille du second match contre le Burkina Faso 2/2, il s'est blessé aux adducteurs à

l'entraînement. Par conséquent, on comprend pourquoi ça lui tenait à cœur d'être disponible en demi-finale de cette CAN du Maroc. Il enrageait après l'élimination. Pourtant selon toutes les prévisions, son retour pendant la CAN n'était pas envisagé, car une blessure musculaire, on le sait, prend plus de temps pour guérir, et son éventuel forfait au reste de la CAN était déjà acté le soir de la victoire sur la RDC 1/0. Faute de communication de la FAF sur sa blessure, d'ailleurs même Vladimir Petkovic qui n'a pas souhaité s'exprimer sur le délai d'indisponibilité de son chevronné milieu récupérateur, préférant répondre : "Pour l'heure, on ne sait quand il reprendra. Il est aux soins, on verra après." En revanche, pour Ismaïl Bennacer, il était presque certain qu'il allait reprendre face au Maroc. Un match qu'il ne souhaitait absolument pas rater. Avec une maman algérienne et un papa d'origine marocaine, le derby était lancé bien avant l'heure au sein de la famille Bennacer. En plus de sa saveur particulière,

on comprend pourquoi le poumon de l'EN voulait coûte que coûte le jouer. Ce qui explique son ardent désir de voir ses coéquipiers triompher et propulser l'EN au dernier carré. "À la fin du match, après l'élimination de l'équipe, il était très en colère", ajoute notre interlocuteur. Sa déception était d'autant plus grande après la performance mitigée de l'équipe : "Il était très remonté contre ses camarades, auxquels il reprochera de n'avoir rien fait pour gagner ce match." Le temps de digérer sa frustration Ismaïl Bennacer va reprendre la compétition avec son club, le Dinamo Zagreb. Avec la reprise du championnat croate prévue le 25 janvier. Le leader du championnat renouera trois jours avant avec les matchs de l'Europa League, une compétition pour laquelle Ismaïl Bennacer n'est pas qualifié, suite à sa signature tardive au club croate.

M. Stitou

Rayan Cherki n'est pas élu meilleure recrue de PL

Hier soir, Rayan Cherki (22 ans) a encore régalié sous le maillot de Manchester City. Opposés à Newcastle en demi-finale aller de Carabao Cup, les Skyblues se sont imposés sur le score de 2 à 1, grâce notamment à un but du Français dans les arrêts de jeu. Cela n'a pas échappé à Jamie Redknapp, qui a qualifié Cherki de « recrue de la saison », au micro de Sky Sports. Dans la foulée, le média britannique a publié un sondage pour savoir quel joueur est la meilleure recrue pour le moment cette saison en Angleterre. Rayan Cherki arrive deuxième avec Hugo Ekitike (17% des votes), derrière Granit Xhaka (Sunderland) qui récolte 40% des votes et qui est en tête du classement.



MANCHESTER CITY:

les débuts canons de la recrue Antoine Semenyo

Fraîchement arrivé chez les Cityzens en échange de 75 M€, l'ancien attaquant de Bournemouth a déjà fait parler la poudre. Des débuts prometteurs qui ont de quoi donner le sourire à Pep Guardiola. Beaucoup se demandaient pourquoi Manchester City avait lâché 75 M€ pour recruter Antoine Semenyo (Bournemouth), un attaquant de côté, alors que les Cityzens possèdent déjà des éléments tels que Foden, Cherki, Doku et Savinho. Pourquoi ne pas avoir engagé un attaquant du profil d'Haaland pour soulager le Norvégien ? Face à ces interrogations, Pep Guardiola avait expliqué le choix de signer le joueur des Cherries en assurant que son club avait recruté une pépite. «Nous le suivions depuis quelques années. Nous l'avons suivi pendant longtemps et, au final, compte tenu de la situation que nous avons en attaque avec les ailiers, nous avons trois joueurs spécifiques, Oscar (Bobb), Savinho et Jeremy (Doku), donc nous devons nous renforcer pour les années à venir et c'est pourquoi le club a fait le geste de le recruter, à l'âge idéal - 25, 26 ans. Les meilleures années sont donc à venir. Il faut comprendre qu'il ne vient pas ici

pour un, deux ou trois matchs, il vient pour plusieurs années, donc il a tout le temps devant lui. Je sais que c'est un gars exceptionnel que nous avons là», avait déclaré l'Espagnol le 9 janvier dernier. **2 buts et 1 passe décisive en 2 matches** Depuis, Semenyo lui a entièrement donné raison. Après avoir bouclé une première moitié de saison réussie avec les Cherries (10 buts, 3 passes décisives en 21 matches), le joueur de 26 ans réalise des débuts canons avec sa nouvelle équipe. Après avoir marqué et

délivré une passe décisive face à Exeter en FA Cup (10-1), Semenyo a marqué hier soir en demi-finale de la Carabao Cup contre Newcastle (2-0), aidant Manchester City à se qualifier pour la finale. Le Ghanéen aurait même pu s'offrir un doublé sans une décision controversée de la VAR. Interrogé à l'issue du match, Pep Guardiola a logiquement fait l'éloge de sa recrue. «Nous savons que Bournemouth a fait un travail incroyable avec lui et chaque fois que le ballon lui parvient, il est toujours là.» De son côté, Semenyo a confié au micro de

Skysports qu'il profitait de ses débuts réussis chez les Cityzens. «Le match était difficile aujourd'hui (hier, ndlr), mais nous savions que si nous nous accrochions, nous aurions des occasions. J'étais bien placé pour marquer et nous avons gagné, donc je suis content. L'environnement ici (à Manchester City, ndlr) est parfait. Tout le monde est confiant et veut donner le meilleur de soi-même. Je me suis intégré et ils m'ont aidé à prendre confiance et m'ont fait sentir le bienvenu. Ça a été intense, mais j'ai beaucoup apprécié jusqu'à

présent. J'apprends très vite et j'aime ça. Je profite simplement de la confiance que j'ai acquise à Bournemouth et je joue avec le sourire. Je savoure chaque instant. Le deuxième but aurait dû être validé. L'arbitre est venu me parler et m'a expliqué ce qui se passait. C'est comme ça». Décisif dans un stade compliqué comme Saint James' Park, Antoine Semenyo peut désormais rêver de briller lors du derby de Manchester samedi prochain à Old Trafford.

Lionel Messi a refusé une offre d'1,4 milliard d'euros



Lionel Messi fait les beaux jours de l'Inter Miami. Mais ce n'est pas un secret, l'Arabie saoudite rêve toujours de l'attirer dans ses filets. Al-Hilal avait tenté sa chance en 2023. Si l'Argentin était séduit, sa famille a poussé pour qu'il signe en Floride. Al-Ittihad avait aussi tenté de recruter la Pulga cette année-là. Et Anmar Al Haili, président d'Al-Ittihad, espère toujours y parvenir. Ses propos sont relayés par

Marca. «Si Messi accepte de signer avec Al Ittihad, je lui proposerais un contrat où il pourrait gagner le montant qu'il souhaite, aussi longtemps qu'il le souhaite, même à vie (...) Oui, je l'avais contacté à la fin de son contrat avec le PSG. Je lui avais proposé 1,4 milliard d'euros. Il a refusé une offre aussi importante pour le bien de sa famille, malgré mes efforts pour les convaincre. Il n'a pas hésité à décliner

l'offre car la famille est plus importante que l'argent. Je le respecte, et Al-Ittihad sera toujours ravi de le revoir. Il peut revenir quand il le souhaite. La présence de Messi en Arabie saoudite, portant notre maillot, ne représente rien pour moi financièrement. Nous célébrerions le titre de champion avant même son début, car nous aurions le meilleur joueur de l'histoire du football.»



Une batterie alimentée par déchets radioactifs... et manipulable sans danger

Des chercheurs américains ont mis au point une batterie qui fonctionne grâce aux déchets nucléaires. Elle utilise un procédé novateur en deux étapes pour transformer les radiations en électricité.

Dans un article publié dans la revue Optical Materials: X, des chercheurs de l'université d'État de l'Ohio ont mis au point une batterie alimentée par rayons gamma. À ce stade, nous ne parlons pas encore d'alimenter une voiture électrique, puisque la puissance produite n'est que de l'ordre du microwatt. Toutefois, c'est un début, et c'est suffisant pour alimenter de petits capteurs. Un premier prototype prometteur Pour y parvenir, les chercheurs ont procédé en deux étapes. Les



rayons passent d'abord à travers des cristaux scintillateurs, qui convertissent le rayonnement en lumière. Elle peut ensuite être convertie en électricité grâce à une cellule photovoltaïque. Leur prototype de batterie mesure

4 cm3, et a généré 288 nanowatts en la présence de césium-137 et 1,5 microwatt avec du cobalt-60. Ce genre de batterie ne serait pas destiné à un usage public, mais serait plutôt utilisé pour alimenter des capteurs à

proximité des lieux qui génèrent des déchets radioactifs. La batterie elle-même ne contient aucun élément radioactif et pourrait donc être manipulée en toute sécurité. Elle devrait permettre un fonctionnement autonome pendant de longues périodes. La prochaine étape sera d'augmenter la taille de la batterie pour en accroître la puissance. Les chercheurs comptent aussi étudier la composition, la forme et la taille des cristaux scintillateurs pour obtenir un rendement optimal. Ils pensent que cette batterie pourrait à terme être employée à proximité de systèmes nucléaires utilisés pour l'exploration de l'espace ou des fonds marins.

Ces illusions d'optique qui trompent à la fois les humains et les IA posent une question vertigineuse

Les illusions d'optique ne trompent pas seulement l'œil humain. En étudiant la manière dont certaines intelligences artificielles réagissent à ces images, des chercheurs espèrent lever le voile sur les mécanismes sous-jacents de notre perception.

En étudiant l'intelligence artificielle, peut-on en apprendre plus sur notre propre cerveau ? Les IA modernes, basées sur des réseaux neuronaux profonds, fonctionnent de manière très différente du cerveau humain. Et pourtant, elles présentent aussi quelques similitudes. Certaines sont sensibles aux illusions d'optique, un phénomène encore très mal compris chez l'être humain. Pour comprendre le monde, le cerveau utilise certains raccourcis pour traiter l'information de manière plus efficace. Toutefois, lorsque l'on perçoit certaines images, ces raccourcis créent des illusions, dans lesquelles le cerveau perçoit des objets avec une taille, des couleurs ou des mouvements erronés. Il suffit par exemple de regarder la Lune, qui semble plus grande lorsqu'elle se trouve sur l'horizon, ou de se souvenir

de la fameuse robe en 2015 que certains voyaient blanche et dorée, alors qu'elle était bleue et noire.

Des IA capables de voir le mouvement dans des images statiques

« L'utilisation des réseaux neuronaux profonds dans la recherche sur les illusions nous permet de simuler et d'analyser la manière dont le cerveau traite l'information et génère des illusions », affirme Eiji Watanabe, de l'Institut national de biologie fondamentale au Japon, interrogé par la BBC. « La réalisation de manipulations expérimentales sur le cerveau humain soulève de sérieuses questions éthiques, mais aucune restriction de ce type ne s'applique aux modèles artificiels. » Dans une précédente étude publiée dans la revue Frontiers in Psychology, le chercheur et son équipe se sont penchés sur PredNet. Ce modèle analyse les vidéos et prédit la prochaine image dans la séquence. Il se base sur le codage prédictif, l'une des théories qui expliquent comment le cerveau traite l'information et qui est souvent utilisée pour expliquer les illusions d'optique. Dans

cette étude, les chercheurs ont entraîné le modèle sur des vidéos tournées avec des caméras montées au niveau de la tête pour simuler au mieux la vision humaine, en évitant toute illusion d'optique. Une fois entraîné, le modèle a ensuite été confronté aux serpents tournants, la célèbre illusion d'optique d'Akiyoshi Kitaoka. Dans cette illusion, des serpents enroulés semblent tourner, malgré l'image statique. Les chercheurs ont présenté plusieurs variations, dont certaines qui ne créent aucune illusion chez les humains. Le modèle PredNet a été trompé par les mêmes images que les humains. Toutefois, il suffit de se concentrer sur un seul des cercles pour ne plus le voir tourner, ce qui est impossible pour l'IA. Une théorie quantique pour expliquer la pensée ? Dans une autre étude, à lire sur Arxiv, Lana Sinapayen et Eiji Watanabe ont utilisé ce modèle pour les aider à générer des illusions d'optique. Ils ont ainsi créé EIGen, qui génère des illusions potentielles, puis utilise PredNet pour les évaluer, et fonctionne ainsi en boucle jusqu'à produire une illusion.

Cela vient renforcer l'hypothèse que le cerveau fait appel au codage prédictif, et que ce serait la cause des illusions d'optique. Toutefois, cela n'explique pas tout. Le cube de Necker, par exemple, peut être vu de deux manières, et le cerveau peut basculer entre les deux. Une autre étude fait appel à l'effet tunnel quantique avec un réseau neuronal profond. Le résultat est similaire au fonctionnement du cerveau humain, avec le modèle qui voit parfois l'une des deux interprétations possibles, parfois l'autre. Pour Ivan Maksymov, l'auteur de l'étude, cela signifie qu'il est possible de modéliser certains aspects de la pensée humaine grâce à la théorie quantique. C'est un domaine d'étude appelé cognition quantique. Ces différents travaux montrent que l'étude des modèles peut permettre de mieux comprendre le cerveau humain et de découvrir ses différentes stratégies pour traiter l'information. De plus, cela pourrait aussi permettre d'améliorer l'IA, en intégrant ces techniques directement dans les modèles.

En Bref...

La Chine poursuit ses efforts pour développer une chaîne d'approvisionnement 100 % locale dans l'intelligence artificielle (IA). Et elle peut compter sur son fleuron, Zhipu AI, pour passer à la vitesse supérieure. Face aux mastodontes américains, la Chine n'est pas en reste et s'appuie sur un écosystème de l'IA particulièrement dynamique. Au cœur de celui-ci figurent les « tigres de l'IA », un groupe de six start-up considérées comme l'avant-garde technologique du pays. Zhipu AI en fait partie, et vient justement de signer une performance remarquée. 100 % made in China La société, récemment entrée en Bourse à Hong Kong, vient de dévoiler GLM-Image, un nouveau modèle de génération d'images qui se distingue par son approche hybride. Son architecture spécifique lui permet d'exceller dans les scénarios complexes, notamment lorsqu'il s'agit de produire des images riches en informations, de restituer fidèlement du texte ou de gérer des consignes détaillées, promet Zhipu. Mais la véritable singularité de GLM-Image tient surtout à la méthode retenue pour son développement. Pour entraîner son modèle, la firme a fait le choix de s'appuyer exclusivement sur des puces made in China : des Ascend de Huawei. Concrètement, c'est la première IA de ce type entraînée intégralement sur du matériel chinois. Une véritable prouesse technique.



«Palestine 36» un film historique opportun pour comprendre les racines de la violence au Proche-Orient

Mélangeant fiction et images d'archives, la cinéaste Annemarie Jacir nous ramène en Palestine en 1936 au début de la révolte arabe contre le mandat britannique. Ce film engagé revient sur un épisode méconnu mais fondateur dans l'histoire des Palestiniens.

Sur l'affiche du film, une phrase annonce la couleur : «1936, la grande révolte arabe contre l'empire colonial britannique.» Cette fresque historique, sobrement intitulée Palestine 36, est signée par une cinéaste palestinienne née à Bethléem en 1974 : Annemarie Jacir. Cette grande coproduction internationale est notamment soutenue par la BBC et la société française MK Productions.

Présenté dans plusieurs festivals prestigieux, il est présélectionné pour représenter la Palestine aux Oscars, dans la catégorie du meilleur film international. On saura le 22 janvier s'il fait partie des nommés. Travaillant aussi bien en fiction qu'en documentaire, Annemarie Jacir s'était distinguée en 2008 avec Le Sel de la mer, un premier long-métrage très personnel.

Quand nous la rencontrons à Paris, elle se prépare justement à partir aux États-Unis pour défendre son film avant les Oscars. Elle nous explique dans un anglais parfait que Palestine 36 est son quatrième long-métrage. «C'est le film le plus ambitieux jamais réalisé en Palestine, estime-t-elle, parce que des décorateurs aux créateurs de costumes, en passant par les accessoiristes, nous sommes tous Palestiniens. Nous avons passé plus d'un an à préparer le tournage.» L'équipe avait choisi des dizaines de lieux en Palestine, fait coudre et broder des costumes traditionnels, collecté des accessoires anciens. Un village entier avait même été restauré près de Salfit. «On avait aussi fait des plantations», précise la réalisatrice.

«On devait commencer à tourner le 14 octobre 2023, poursuit-elle. Après les massacres du 7 octobre 2023 en Israël, «nous avons tout perdu, livre la réalisatrice. Il est devenu trop dangereux de tourner dans ce village. Des colons juifs se sont installés sur les terres.» Elle ne pouvait partager sa détresse tant le tournage d'un film paraissait dérisoire au regard de la situation tragique des habitants de Gaza.

«Mais, ajoute-t-elle, on a voulu le faire coûte que coûte. Comme un acte de résistance. C'était plus important que jamais de revenir aux sources de la violence.»

«Je ne voulais pas faire un film d'exilée»

La production s'est délocalisée au nord de la Jordanie. «On est repartis à zéro en filmant dans un autre village, raconte-t-elle, mais j'ai insisté pour qu'on revienne en Palestine, filmer à Jérusalem, à Bethléem. Nous luttons pour ne pas devenir des réfugiés. Je ne voulais pas faire un film d'exilée.» En novembre 2024, l'équipe est parvenue à revenir en Palestine pour boucler le tournage. «Ça a été un grand moment, à la fois heureux et doux-amer parce qu'on était au milieu d'un génocide», dit-elle.

Détail qui n'en est sans doute pas un, Annemarie Jacir nous confie que son père est né en 1936. «La révolte de 1936 en Palestine est la première rébellion de masse contre la règle coloniale», affirme-t-elle. Avant de voir le film, se remettre en mémoire quelques données historiques peut s'avérer utile.

À la fin du XIXe siècle, l'Empire turc ottoman domine encore le Proche-Orient. Des pogroms provoquent en 1881 une première vague d'immigration juive en provenance de Russie et de Roumanie. En 1897, le Premier congrès sioniste mondial, présidé par Theodor Herzl, se déroule à Bâle. La France et le Royaume-Uni signent en 1916 les accords de Sykes-Picot pour se partager l'Empire ottoman à l'issue de la Première Guerre mondiale.

Dans une déclaration restée célèbre, Lord Balfour, secrétaire d'État britannique, s'exprime en 1917 en faveur de l'établissement d'un «foyer national pour le peuple juif» en Palestine, sans préciser son statut politique ni ses frontières. Un accord de 1919 prévoit le développement d'une nation arabe sur la plus grande partie du Proche-Orient et l'établissement d'un foyer national juif dans la région de la Palestine. Le «Mandat britannique pour la Palestine» débute en 1923 sur les territoires actuels de la Jordanie, de la Cisjordanie, d'Israël et de la bande de Gaza. Le film d'Annemarie Jacir s'enracine dans ce contexte.

La montée des tensions



Tourné comme une grande fresque historique, Palestine 36 s'articule autour des tensions de plus en plus fortes entre les Palestiniens et les autorités britanniques administrant la zone. Seule star du film, le comédien Jeremy Irons joue le rôle du Haut-Commissaire de la Palestine sous mandat britannique, Arthur Wauchope.

Au cœur de l'histoire, un jeune homme, Yusuf (joué par Karim Daoud Anaya), navigue entre la maison de ses parents, à la campagne et la ville bouillonnante de Jérusalem. «Ce personnage m'a donné la toute première idée du film parce que je m'intéresse aux classes sociales, raconte la cinéaste. Pouvoir passer de l'une à l'autre, c'était un tournant moderne. Le monde change autour de Yusuf, l'obligeant à changer lui aussi.»

La révolte de 1936 est moins connue que la Nakba (la catastrophe en arabe), l'exode de milliers de Palestiniens chassés de leurs terres au lendemain de la proclamation de l'État d'Israël en 1948. En multipliant les recherches pendant neuf ans, Annemarie Jacir dit avoir beaucoup appris sur sa propre patrie. «Je n'avais pas conscience de la violence de l'armée britannique, confie-t-elle. On ne parle pas des drames en Palestine mais plutôt de la lutte. J'ai été très surprise de découvrir que cette armée avait commis des massacres.»

La réalisatrice a visionné des heures d'images d'archives, principalement d'origine

britannique. Elle mixe dans son film de «vraies images» à la fiction. «Les Britanniques filmaient tout, dans toutes leurs colonies, dévoile-t-elle. Ils tournaient chaque jour des images d'actualité montrant la vie quotidienne, les parties de tennis, les bals, les fermiers palestiniens récoltant leurs olives mais aussi des crimes comme ces maisons qu'ils font exploser.» Elle s'est inspirée pour certaines scènes d'exactions documentées, notamment le massacre de villageois à Al-Bassa en 1938. La cinéaste s'est battue pour que ces archives soient colorisées. «Le noir et blanc renvoie au passé. Moi, je voulais que ces images s'intègrent et fassent avancer le récit sans marquer de ruptures. Seul un format différent montre que ce sont des archives.» C'est si réussi qu'au début du film, le spectateur non averti se pose la question : vrai ou faux ?

Les colonies juives à distance

L'implantation de colonies juives en Palestine apparaît dans le film mais de façon très distanciée. Les jeunes Arabes observent les nouveaux arrivants de loin, s'étonnant de voir des femmes en short. C'est un peu comme si la réalisatrice avait contourné ce que les Anglo-Saxons appellent «l'éléphant dans la pièce», un sujet important et évident, mais embarrassant dont on ne souhaite pas discuter ouvertement. Elle se justifie ainsi : «Mon film traite de la confrontation entre des villageois palestiniens et les Britanniques. Je voulais me concentrer sur la complicité des

Britanniques dans la situation au Proche-Orient. Si j'avais ajouté des personnages juifs, cela aurait rendu le propos plus confus.»

Cette femme engagée estime que la responsabilité du Royaume-Uni est écrasante. Selon elle, le système de contrôle de la population qu'ils ont mis en place se perpétue aujourd'hui. «Ils ont volé nos vies, dit-elle dans un mélange de rage et de tristesse, et nous en payons encore le prix, comme tous les pays colonisés.»

Si elle s'est inspirée de personnages ayant réellement existé côté britannique, Annemarie Jacir a pris plus de liberté côté palestinien, créant des personnages composites. La cinéaste tisse sa toile entre des hommes et des femmes en apparence très différents. Reliés par un fil invisible, ils finiront par se rejoindre. À travers le personnage de la journaliste Khuloud (Yasmine Elmasri), elle valorise l'émergence d'un mouvement féministe et l'implication des femmes dans la résistance, toutes générations confondues. On pense à un autre film sorti en 2025 sur le combat pacifique d'une photographe tuée dans la bande de Gaza : Put Your Soul on Your Hand and Walk.

Le film est structuré autour des choix, même anodins, que chacun est amené à faire au cours de son existence. Fuir ou rester ? Se résigner ou entrer dans la lutte ? Se soumettre ou pas à la loi du plus fort ? Des questions qui résonnent fortement avec l'actualité du moment.

La révolte des Palestiens s'est poursuivie jusqu'en 1939, malgré la répression. «Elle a été matée mais je ne pense pas qu'on puisse parler d'échec, conclut Annemarie Jacir. Elle a montré que, quand les gens se rassemblent et s'organisent, ils peuvent réussir. Les paysans ont presque réussi dans les campagnes où les Britanniques avaient perdu le contrôle. Ils ont été obligés de mettre le paquet au niveau militaire, avec plus de troupes, plus de tanks, pour écraser la rébellion.»

Palestine 36 éclaire de façon pertinente une partie des racines de la situation géopolitique au Moyen-Orient, devenue inextricable. Il s'achève au son d'un instrument né au Levant : la cornemuse.



Face au péril climatique, l'écrivain indien Amitav Ghosh écrit pour demain

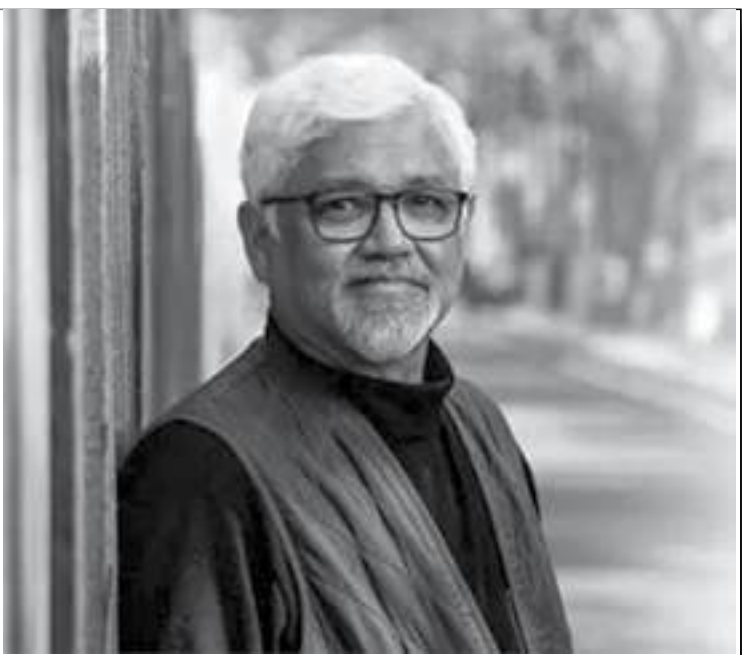
L'auteur du livre «Les Feux du Bengale» et de «Ghost-Eye», à paraître, dénonce le climatosepticisme américain et la course à l'armement de l'Europe alors que la lutte pour le changement climatique constitue l'urgence.

L'écrivain indien Amitav Ghosh, 69 ans, aux essais et romans historiques célébrés, se consacre désormais à raconter la dégradation de la planète et à interroger l'héritage que sa génération laissera à la suivante. Régulièrement cité dans la liste des «nobélisables», l'auteur renoue avec la tension narrative qui caractérise son œuvre, mêlant angoisse existentielle face à la catastrophe écologique en cours et détermination à ne pas céder au désespoir. «Malheureusement, au lieu de changer de cap, nous fonçons à toute allure vers l'abîme», déplore Amitav Ghosh lors d'un entretien accordé à l'AFP à New Delhi. «C'est comme si les gens avaient perdu la raison», souligne le prix Médicis étranger en 1990 pour Les Feux du Bengale. Dans Le grand dérangement» (2021), qui explore le changement climatique, et Ghost-Eye, à paraître en 2026, il décrit la course effrénée de

l'humanité vers la catastrophe, de la déforestation à l'extinction des espèces. «Nous fonçons sur cette voie de l'extractivisme», regrette cet anthropologue diplômé de l'université britannique d'Oxford. «Les politiques ont complètement adopté la rhétorique du greenwashing, ils sont devenus très habiles». Sous son tempérament doux et affable, il enrage contre les Etats-Unis climatosceptiques mais aussi contre l'Europe, qui selon lui «ne fait qu'investir dans l'armement», et contre l'Asie. Amitav Ghosh fulmine contre ceux qui traitent la Terre comme une ressource inerte plutôt qu'un monde vivant.

Suspense jusqu'en 2114
Né à Calcutta, celui qui se décrit comme «d'un tempérament enjoué», refuse «d'écrire uniquement sur un ton désespérément tragique». «Il faut essayer de saisir les petites joies que le monde offre», note-t-il. Parmi celles-ci, ses rencontres, chaque semaine, avec son petit-fils de neuf mois. C'est à lui qu'il pense en rédigeant l'ouvrage qu'il destine à la «bibliothèque du futur», un ensemble d'œuvres inédites qui ne pourront pas être lues avant 2114. «Je pense que ce que je finirai par faire, c'est écrire une lettre à mon

petit-fils », confie-t-il, évoquant «plusieurs tentatives» de brouillon. Autrefois, «les jeunes demandaient à leurs parents 'que faisiez-vous pendant la guerre ?' », se souvient le sexagénaire. «Je pense que la génération de mon petit-fils demandera 'que faisiez-vous pendant que le monde brûlait ?' ». Amitav Ghosh doit soumettre cette année son manuscrit dans le cadre du projet de bibliothèque du futur à Oslo, lancé en 2014 et qui rassemblera 100 écrits inédits de différents auteurs, comme Margaret Atwood, Han Kang ou encore Elif Shafak. «C'est un défi extrêmement difficile, relève-t-il, car ses lignes ne seront lues quand son petit-fils sera plus âgé qu'il ne l'est en les écrivant et que le monde «ne ressemblera en rien» à celui d'aujourd'hui. Quand «nous voyons à quelle vitesse tout s'effondre autour de nous», dit l'écrivain, «je n'arrive pas vraiment à croire» que le modèle «dont nous dépendons survivra jusqu'au XXIe siècle». Des conséquences politiques Ce changement alimente les peurs des jeunes générations, et nourrit la «politique de plus en plus dysfonctionnelle», estime l'auteur, qui a reçu en 2024 le prix Erasme aux Pays-Bas pour



son œuvre sur la crise climatique. «Elles voient leurs horizons s'effondrer autour d'elles», ce qui génère à ses yeux «une anxiété extrême» qui alimente «d'un côté l'émergence de mouvements de droite nourris par la nostalgie du passé» et, de l'autre, «une forme de désespérance à gauche». L'auteur des titres Les lignes d'ombre (1992), Le chromosome de Calcutta puis de la trilogie de l'Ibis, publiée entre 2008 et 2015, sur la culture du pavot et les guerres de l'opium en Chine au XIXe siècle, se garde de surestimer la capacité de la littérature à changer l'histoire.

«En tant qu'écrivain, ce serait vraiment vain (...) d'imaginer que nous pouvons changer les choses dans le monde», estime Amitav Ghosh, tout en admettant que de jeunes militants lui disent être «galvanisés» par ses livres. Il continue donc inlassablement d'écrire, en pensant que ces mots peuvent inspirer d'autres manières de penser. «Nous devons restaurer des voies alternatives, des façons de penser le monde (...) de reconnaître que c'est un monde rempli de mystère», selon lui. «Le monde est bien, bien plus étrange que nous ne l'imaginons».

Les superstars de la K-pop BTS lanceront leur tournée mondiale au mois d'avril

Près de 4,5 millions de personnes devraient venir célébrer les ambassadeurs de la culture sud-coréenne dans plus d'une trentaine de villes dans le monde.

Le groupe phénomène de K-pop BTS entamera une tournée mondiale à partir d'avril prochain, dont deux dates sont programmées au Stade de France en juillet, a annoncé mercredi 14 janvier son label. Le plus grand groupe musical de Corée du Sud est en pause depuis 2022, le temps pour ses membres d'effectuer le service militaire obligatoire, imposé à tous les hommes sud-coréens de moins de 30 ans. Les sept membres ayant été démobilisés, le groupe a annoncé son retour au printemps 2026, avec un album prévu pour le 20 mars. Avec 79 concerts dans 34 villes, ce sera la plus grande tournée jamais organisée par un groupe de K-pop en termes de nombre total de concerts.



Cette tournée mondiale, leur première en quatre ans, débutera à Goyang, en Corée du Sud, le 9 avril, avec deux concerts supplémentaires dans le pays d'origine du groupe avant de se rendre au Japon voisin, a déclaré l'agence du groupe, HYBE. Ils se rendront ensuite aux Etats-

Unis et en Europe, avec deux dates prévues les 17 et 18 juillet au Stade de France en région parisienne. La tournée doit se terminer en mars 2027 à Manille. **Un phénomène économique** Le label du septuor a déclaré que d'autres villes seraient programmées, notamment au

Japon et au Moyen-Orient. Leur album du retour sera leur premier en près de quatre ans depuis l'anthologie Proof, devenu le disque le plus vendu en Corée du Sud en 2022. Les actions de HYBE ont ouvert en hausse mercredi à l'annonce de leur tournée mondiale, gagnant

environ 3%. Mercredi, la banque d'investissement IBK Securities a estimé que les bénéfices d'exploitation de l'entreprise cette année seraient multipliés par dix par rapport à 2025. «D'après le calendrier complet de la tournée, environ 4,5 millions de personnes devraient y assister», a déclaré l'analyste Kim Yu-hyuk. Avant leur départ pour le service militaire, BTS générerait plus de 5 500 milliards de won (environ 3,25 milliards d'euros) par an en Corée du Sud, selon l'Institut coréen de la culture et du tourisme. Ce chiffre équivaut à environ 0,2% du PIB du pays. BTS s'est développé au-delà de son pays d'origine pour devenir un phénomène musical mondial ces dernières années. Il détient le record du groupe le plus écouté sur Spotify et a été le premier groupe de K-pop à se classer en tête des charts Billboard 200 et Billboard Artist 100 aux Etats-Unis.



Allaitement : Peut-on manger épicé sans risque pour bébé ?

Piment, curry, cannelle... Les épices sont-elles compatibles avec l'allaitement ? Faut-il se priver ou continuer à savourer ses plats préférés ? Réponse de Sylvie Barreiro, diététicienne-nutritionniste.

Piment, curry, cannelle... Ces saveurs passent-elles dans le lait ? Risquent-elles de déranger bébé ? Autant de questions qui préoccupent les jeunes mamans, surtout lorsqu'elles aiment relever leurs plats. Alors, faut-il éviter les épices pendant l'allaitement ? Réponse de Sylvie Barreiro, diététicienne-nutritionniste périnatale et pédiatrique.

Allaitement : est-ce que les épices passent dans le lait maternel ?

Le lait maternel n'a pas toujours le même goût : dans une certaine mesure, il reflète ce que la maman mange. « Toutes les saveurs des aliments passent dans le lait, y compris celles des épices. Et c'est plutôt une richesse : bébé découvre ainsi une variété de goûts, ce qui prépare son palais à la diversification alimentaire », explique Sylvie Barreiro.

Et d'ajouter : « Si la maman avait l'habitude de consommer des plats épicés pendant sa grossesse, le bébé y a déjà été exposé via le liquide amniotique. Son système gustatif est donc déjà familiarisé à ces saveurs, ce qui peut faciliter l'acceptation de certains goûts plus tard. ».

Les bénéfices insoupçonnés des épices pour la maman allaitante

Les épices ne sont pas seulement une affaire de goût : elles ont aussi des vertus pour la santé de la maman.

- Certaines, comme la cannelle ou le



curcuma, sont riches en antioxydants et favorisent une bonne digestion.

- Le curcuma et le gingembre se distinguent aussi par leurs propriétés anti-inflammatoires naturelles.
- Le fenouil et le cumin sont parfois utilisés pour soutenir la lactation et réduire les ballonnements.

Par ailleurs, une alimentation savoureuse et épicée contribue au bien-être et à la détente de la maman. Or, une maman moins stressée, plus détendue, allaite aussi dans de meilleures conditions. Les épices sont-elles dangereuses pour la santé des bébés allaités ?

« La plupart des bébés tolèrent très bien le lait maternel, même si la maman consomme des plats épicés », rassure Sylvie Barreiro. En pratique, les saveurs des épices passent bien dans le lait, mais en quantité infime, insuffisante pour être toxiques ou dangereuses pour le nourrisson. Le seul cas où il faut être attentif, c'est si bébé manifeste une gêne digestive : coliques fréquentes, agitation après la tétée ou refus du sein. « Ces signes doivent être investigués, car ils

ne sont pas forcément liés aux épices. Ils peuvent aussi être liés à une intolérance aux protéines de lait de vache, à des reflux gastriques, ou simplement à l'immaturité digestive naturelle, qui se stabilise généralement au fil des semaines », prévient la diététicienne.

Allergies aux épices : faut-il s'inquiéter ?

Peut-on transmettre une allergie au bébé via le lait maternel ? « Chez un nouveau-né, il est très difficile de diagnostiquer une allergie », répond Sylvie Barreiro. Les réactions allergiques aux épices existent, mais elles sont extrêmement rares et nécessitent des tests spécifiques réalisés par un allergologue pédiatrique. Dans les premières semaines de vie, il est donc trop tôt pour conclure à une allergie. La meilleure approche consiste à observer attentivement le bébé : réactions cutanées inhabituelles, agitation ou troubles digestifs après certaines tétées peuvent alerter. Et en cas de doute, consultez un professionnel de santé pour évaluer la situation et, si nécessaire, effectuer des tests adaptés.

Quand consulter ?

Dans la grande majorité

des cas, il n'y a pas lieu de s'alarmer. Mais mieux vaut consulter un professionnel de santé si :

- Votre bébé présente des coliques très intenses et régulières,
- Ou si des symptômes inhabituels surviennent systématiquement après certains repas.

Dans l'ensemble, les épices consommées avec modération par la maman ne présentent pas de danger pour le bébé allaité et contribuent même à diversifier ses expériences gustatives, sans risque pour sa santé.

Sylvie Barreiro diététicienne nutritionniste

Quelles épices faut-il éviter ou privilégier pendant l'allaitement ?

Bonne nouvelle : il n'existe pas de liste officielle d'épices « interdites » pendant l'allaitement. « Aucune épice n'a besoin d'être évitée plus qu'une autre, c'est surtout une question de goût et de tolérance individuelle », précise Sylvie Barreiro.

Cannelle, curry, curcuma, cumin, gingembre, piment...

- Les épices douces (cannelle, curcuma, cumin doux, gingembre, etc.) passent très bien dans le lait

et sont généralement bien tolérées par la majorité des bébés.

- Les épices plus fortes (piment, poivre en excès, curry relevé, etc.) peuvent modifier davantage le goût du lait et surprendre le bébé. Mais ce n'est pas une règle universelle : beaucoup de nourrissons n'y réagissent pas du tout !

Nos conseils pratiques pour manger épicé en toute sérénité pendant l'allaitement

- Continuez à manger comme vous en avez l'habitude, sans culpabilité.
- Variez les saveurs pour habituer doucement votre bébé à une grande palette gustative.
- Introduisez progressivement les plats plus relevés si vous craignez une réaction chez votre bébé.
- Observez le comportement de votre bébé dans les heures qui suivent un repas épicé : est-il calme, agité, a-t-il des coliques inhabituelles ? S'il reste serein et tête normalement, il n'y a généralement pas de raison de s'inquiéter.

« Ne vous privez pas inutilement : l'essentiel est de conserver une alimentation équilibrée et plaisante qui vous fait du bien », insiste Sylvie Barreiro.

En résumé, manger épicé pendant l'allaitement n'est pas dangereux pour le bébé. Bien au contraire, cela enrichit son expérience gustative et peut même faciliter plus tard la diversification alimentaire. Le seul mot d'ordre : rester à l'écoute de votre enfant et adaptez-vous à ses réactions.



Faire des boutures ? Conseils pour réussir à tous les coups

À partir d'une feuille, d'une tige ou d'un morceau de racine, on peut engendrer de très belles plantes. C'est la technique du «bouturage». Placé dans des conditions spécifiques, le fragment prélevé forme des racines, puis une nouvelle plante, identique à celle dite «mère». Il s'agit là de l'extraordinaire faculté des jeunes tissus végétaux à produire les organes qui leur manquent pour devenir une plante à part entière.

Comment bouturer un avocat?
Débarassez le noyau d'un avocat bio (pour un bon résultat) de sa chair. Piquez-le avec 3 ou 4 épingles ou cure-dents, et posez le tout sur un verre de façon que la base aplatie du noyau soit immergée sur au moins 2 cm. Placez le verre dans un endroit chaud, près d'une fenêtre. Un mois plus tard, observez si le noyau s'est ouvert et si un germe apparaît. Il est prêt à être planté lorsque le germe est devenu racine (au moins 3 cm) et qu'un bourgeon est présent (env. 2 mois). Enterrez alors sa base dans un pot rempli de terreau, racine vers le bas. Installez le plant dans un endroit lumineux, arrosez-le régulièrement mais sans excès. Comptez une dizaine de jours pour voir poindre les premières feuilles
L'astuce. Pour une germination plus courte (environ 15 jours), enveloppez le noyau dans du papier absorbant mouillé. Enfermez le tout hermétiquement dans une boîte en plastique.

Ça marche aussi avec la mangue (retirer la coque dure qui enferme la graine), le litchi, la datte, le néflier du Japon...

Comment bouturer du gingembre et du curcuma ?
Choisissez un morceau de rhizome vigoureux. Remplissez un pot large (Ø 35 x H 30 cm) de terreau. Posez le rhizome à plat, enfoncez-le un peu, et rajoutez du terreau sans le recouvrir. Arrosez copieusement, puis très modérément, jusqu'à l'apparition des jeunes pousses. Maintenez toujours humide en surface. Vous pourrez récolter des rhizomes frais au bout de cinq à six mois.
A savoir : pour se développer, le gingembre et le curcuma ont besoin d'une température comprise entre 22 et 25°C.

Comment bouturer un papyrus?
Un original ce papyrus : c'est la seule plante à se bouturer de cette façon ! Coupez une de ses tiges avec sa couronne de feuilles. Raccourcissez ces dernières des deux tiers de leur longueur. Remplissez un verre d'eau et plongez-y la tige, la tête vers le bas. Maintenez le niveau d'eau. En quelques jours, des racines vont pousser à la base des feuilles, vers le bas, puis des jeunes tiges feuillues, vers le haut. Enterrez la bouture en laissant hors de terre une grande partie des nouvelles tiges.

Comment bouturer un lierre ?
Couvrez un grand verre rempli d'eau avec du film plastique percé de quelques trous. Introduisez

dans chacun une tige de lierre de 12 à 15 cm, sans feuilles, sauf celles de l'extrémité. Quand les racines qui apparaissent le long des tiges mesurent environ 3 cm, vos jeunes lierres sont bons à planter.

L'alternative : plantez 5 tiges, effeuillées comme précédemment dans un pot rempli de terreau à semis. Arrosez et piquez sur les bords 2 à 3 piques à brochette. Enfermez le pot dans un plastique transparent à l'envers (ouverture vers le bas) : les piques empêcheront le plastique de toucher les lierres en bouturage. Maintenez le terreau humide et placez au chaud (18 à 20°C). Quand de nouvelles feuilles apparaissent, vos boutures sont enracinées. Rempotez dans un terreau pour plantes vertes.
Ça marche aussi avec la misère, le pothos, le ficus...

Comment bouturer des patates douces ?
Achetez une patate douce dans un magasin bio (elle produira des tiges plus vite). Posez-la verticalement sur un vase à col étroit. Remplissez celui-ci d'eau jusqu'à ce qu'un quart environ du tubercule soit immergé. Sous une dizaine de jours, des racines apparaissent dans l'eau, et des tiges sortent de la partie non immergée du tubercule. Certaines variétés donnent de jolies feuilles pourpres.
A savoir : il est facile de faire raciner dans l'eau les extrémités des jeunes tiges afin de les planter dans les jardinières estivales : ce



feuillage exubérant met en valeur les fleurs d'été.

Ça marche aussi avec la pomme de terre, l'ail, l'oignon, l'échalote...

Les clés pour réussir de belles boutures
Veillez à maintenir une forte humidité, tant dans l'atmosphère qu'au niveau du terreau. Ce dernier doit être drainant : ajoutez une grosse poignée de perlite, ou de sable grossier, pour l'équivalent de 5 l de terreau spécial plantes vertes. Prélevez vos boutures sur une plante saine (sans parasite ni maladie), et de croissance vigoureuse. Les noyaux doivent provenir de fruits bien mûrs et bio.
Le printemps est la période idéale, c'est celle de pleine croissance des plantes. En hiver, placez vos boutures près d'une source de chaleur.

Quelles sont 5 plantes qui se reproduisent facilement par bouture ?

La bouture de tige est une méthode simple pour multiplier vos plantes préférées. Les plantes comme le bégonia, le Ceropegia, le Dieffenbachia, le Scindapsus et le Peperomia se prêtent bien à ce type de bouturage.

Quelles plantes ne peut-on pas bouturer ?
En général, toutes les plantes d'intérieur qui ont des tiges peuvent se bouturer soit dans l'eau, soit dans la terre. En revanche, les plantes grasses et les plantes d'extérieur se bouturent directement en terre.

Est-ce qu'une branche peut faire des racines ?
Une plante ne se reproduit pas nécessairement au moyen d'une fleur ou d'un fruit, certaines variétés n'en ont pas besoin et poussent à partir d'une branche, d'une feuille ou d'une racine. Quand une branche ou une feuille est coupée, la plante peut fabriquer des racines à partir de la coupure.

Cette tendance mode que l'on verra partout en 2026

2026 s'annonce sous le signe de la transparence côté mode. Dans son rapport annuel, Pinterest révèle qu'une matière en particulier sera la grande tendance de l'année à venir. D'après la plateforme, il s'agit d'un style qui apporte «une élégance inattendue à tout». On l'a déjà vue chez de nombreuses célébrités cette année, notamment sur la robe de mariée de Lauren Sánchez, portée en juin 2025 et signée Dolce & Gabbana, mais aussi sur les podiums des défilés automne-hiver 2025-2026, chez Dior, Saint Laurent ou encore Chloé. Cette tendance marque le désir de la génération Z et des millennials d'un retour au coquet et à une certaine sensualité dans l'univers de la mode. Ce délicat tissu trônera en maître



en 2026 selon Pinterest

La tendance phare de 2026 est

sans conteste la dentelle. Pour justifier ce choix, Pinterest précise : «Le napperon fait son

grand retour en 2026, apportant une élégance inattendue à tout. Les blousons bombers se parent de cols en dentelle, les bandanas arborent de délicates broderies et même les coques de téléphone se mettent au crochet.» Le site ajoute également qu'il y a eu une forte hausse des recherches liées à cette matière, avec +55 % pour la ceinture en dentelle et +150 % pour le bandana en dentelle. Très populaire dans les années 2000, la dentelle se distingue par une esthétique qui peut varier du sage au très glamour, notamment lorsqu'elle est noire. Aujourd'hui, elle connaît un véritable regain d'intérêt, en particulier sur les réseaux sociaux. Sur Instagram, le hashtag #lacefashion compte plus de 50 000 publications, témoignant de l'engouement de la génération Z

et des millennials pour ces pièces délicates. L'influenceuse Chloé Lecareux, suivie par plus de 500 000 abonnés, l'avait d'ailleurs confirmé en mai dernier en arborant un carré de dentelle dans sa crinière blonde, qu'elle associait à une esthétique bohème et à un look de vacances. La dentelle a rendu gaga la sphère mode en 2025 Si ce tissu indémodable, longtemps associé à la lingerie, est aujourd'hui prédit comme une tendance forte de 2026, ce n'est pas un hasard. En 2025, la transparence a régné en maître. Et oui, cette année a été synonyme d'audace chez les célébrités, et quoi de mieux que la dentelle pour oser ? Son aspect léger et délicat en fait une matière idéale pour jouer avec la transparence.

Kiefer Sutherland, star de la série « 24 heures chrono », interpellé pour agression sur un chauffeur VTC

La police évoque des violences physiques et des menaces, pour lesquels il comparaitra début février

Kiefer Sutherland, star de la série 24 heures chrono, a été arrêté à Los Angeles pour avoir agressé un chauffeur VTC, a annoncé la police de la ville, mardi 13 janvier 2026. L'acteur canado-britannique a été interpellé dans la nuit du dimanche 11 au lundi 12 janvier, peu après minuit, selon un communiqué. Les agents « ont répondu à un appel radio concernant une agression impliquant un chauffeur VTC » sur l'un des boulevards de la mégapole californienne, selon

la police. Ils ont ensuite établi que l'acteur de 59 ans « avait physiquement agressé le chauffeur [...] et proféré des menaces criminelles à son encontre », ce qui a conduit à son arrestation. « Aucune blessure » Kiefer Sutherland a été libéré quelques heures plus tard, après avoir versé une caution de 50.000 dollars, selon les registres du shérif du comté de Los Angeles, qui gère les prisons de la région. L'acteur doit comparaître devant un tribunal le 2 février 2026 pour cette affaire. Contactés par l'AFP, les différents représentants de l'artiste n'ont, pour l'heure, pas souhaité commenter l'incident. On sait

juste que le chauffeur VTC « n'a subi aucune blessure nécessitant des soins médicaux sur place », selon les informations communiquées par la police locale. Kiefer Sutherland est essentiellement connu pour avoir incarné l'agent antiterroriste Jack Bauer de la série 24 heures chrono, qui a connu la gloire dans les années 2000. Il a également joué le président des États-Unis dans la série Designated Survivor. Parmi ses films les plus connus, on compte Génération Perdue (1987), Stand By Me (1986) et Les Trois Mousquetaires (1993). Son père, l'acteur canadien Donald Sutherland, est décédé en juin 2024.



Dolola Des livres musicaux pour sensibiliser les plus jeunes à la langue arabe



Garder le contact avec ses racines et sa langue arabe est une préoccupation majeure pour de nombreux jeunes parents dont les enfants sont nés et grandissent en France. Une tâche souvent plus ardue qu'elle n'en a l'air. Malgré toute la bonne volonté, parler arabe à la maison ne suffit pas toujours. L'enfant, scolarisé en France, évolue en symbiose totale avec son environnement social et éducatif francophone. Peu à peu, la langue d'origine se marginalise, reléguée à quelques mots, quelques expressions, parfois à de simples sonorités familières, amenant certains parents à baisser les bras face à cette réalité. Ce renoncement n'a jamais été une option pour Maria Faddoul. Jeune maman à l'énergie débordante, elle est aujourd'hui à la tête de Dolola, une maison d'édition spécialisée dans les livres musicaux en langue arabe pour enfants, fondée avec son amie et associée Lara Andari Yammine. Leur ambition n'est ni scolaire ni académique : il ne s'agit pas de former de parfaits arabisants,

mais de maintenir un lien vivant, affectif et joyeux avec la langue arabe dès le plus jeune âge. « L'idée nous est venue quand nos enfants sont nés », raconte Maria Faddoul. Toutes deux souhaitaient transmettre à leurs enfants leurs racines libanaises et la langue arabe, mais se sont rapidement heurtées à une offre éditoriale peu convaincante. « On trouvait des livres très rébarbatifs, parfois même rebutants pour les enfants. Rien de vraiment ludique ou attrayant. » À l'inverse, leurs enfants adoraient les livres musicaux en français ou en anglais, ces ouvrages interactifs où l'on appuie sur une puce pour écouter une chanson ou un son. « On s'est demandé pourquoi ce type de livres n'existait pas en arabe. C'est comme ça que tout a commencé. » Le premier livre Dolola est consacré aux comptines libanaises, celles que Maria et Lara chantaient dans leur propre enfance. C'est un choix naturel, presque évident, qui ancre immédiatement la maison d'édition dans une démarche de transmission



sensible et affective. Le succès du premier ouvrage encourage les fondatrices à poursuivre, avec ensuite un livre dédié aux instruments de musique orientaux, puis une série d'ouvrages destinés à initier les enfants à la langue arabe de manière ludique : alphabet, couleurs, nombres, vocabulaire du quotidien. Une clientèle majoritairement issue de la diaspora Aujourd'hui, Dolola compte huit livres et s'apprête à publier un neuvième, consacré aux nombres. Pour accompagner ces livres, certaines chansons sont composées spécialement avec des musiciens au Liban, afin de garantir une qualité musicale et culturelle fidèle aux racines orientales. « Il n'y a pas que le texte, insiste Faddoul, il y a toute une réflexion autour du thème, de la musique, de la langue utilisée et des illustrations. Tout est pensé pour que l'enfant ait envie d'y revenir. » La question de la langue est centrale. Pour cela, Dolola fait

le choix d'un arabe accessible, parfois dialectal, parfois en arabe classique simplifié, selon les ouvrages. Ainsi, l'histoire de Boucle d'Or et les trois ours a été adaptée en libanais et en arabe classique. « Tout le monde connaît Boucle d'Or. C'était important pour nous de partir d'une histoire familière, pour que la langue ne soit pas un obstacle », explique Faddoul. Si l'âme de Dolola est libanaise et française, la fabrication, elle, est internationale. La maison d'édition a été officiellement créée en France en 2020, et l'accueil réservé aux livres Dolola dépasse les attentes des fondatrices. « Les parents adorent, mais surtout les enfants. Certains parents nous écrivent pour nous dire qu'ils n'en peuvent plus d'entendre les chansons en boucle », dit Faddoul avec un large sourire. La clientèle est majoritairement issue de la diaspora libanaise, en France, en Europe et aux États-Unis, mais les livres se vendent aussi au Liban et à Dubaï.

En France, Dolola est présente à l'Institut du monde arabe, dans plusieurs librairies indépendantes et à la FNAC sur commande. L'essentiel des ventes se fait toutefois via le site internet de la maison d'édition, soutenu par une forte présence sur les réseaux sociaux. Parmi les projets à venir, un livre consacré au Liban, encore à l'état de réflexion, ainsi qu'une possible collection dédiée aux pays arabes. Mais Maria Faddoul formule aussi un regret : l'absence à Paris d'un lieu dédié aux jeunes enfants pour les mettre en contact avec la langue et la culture arabes, à travers la lecture, la musique ou les activités artisanales. « Il y a énormément à faire », assure-t-elle. Avec Dolola, elle a déjà commencé à tisser ce fil fragile mais essentiel qui relie les enfants de la diaspora à leur langue d'origine.

Annaba :**Le wali préside une rencontre de coordination avec les membres du Centre d'innovation**

S.F

Dans le cadre des préparatifs de la cinquième édition du Salon algérien de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'économie numérique (ACF), le wali de la wilaya d'Annaba, M. Abdelkrim Laâmour, a présidé, dans la soirée du mardi 13 janvier 2026, une rencontre de coordination consacrée à l'organisation de cet événement d'envergure.

La réunion s'est tenue en présence de l'inspecteur général de la wilaya, du recteur de l'Université Badji Mokhtar d'Annaba, des directeurs exécutifs concernés, du directeur du guichet unique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), ainsi que de représentants du Centre de recherche en environnement, des chambres de commerce et d'industrie Seybouse Annaba, des secteurs de la pêche et de



l'aquaculture, des chambres de l'agriculture, du Centre d'innovation d'Annaba, et du responsable de l'entreprise Galactikom, organisatrice du salon.

À cette occasion, le wali a appelé l'ensemble des participants à une coordination étroite et à une mobilisation collective afin d'accompagner les organisateurs et d'assurer la

réussite de cette nouvelle édition. Il a souligné l'importance de cet événement pour la promotion de l'innovation, de l'entrepreneuriat et de l'économie numérique, insistant sur la nécessité de valoriser l'image de la wilaya d'Annaba en tant que pôle émergent et destination de référence dans ces domaines stratégiques. Le wali a également mis en avant



l'enjeu majeur que représente le rapprochement des start-up et des porteurs de projets avec le tissu économique local et national, dans une dynamique de création de valeur et de diversification de l'économie. Par ailleurs, le wali Laâmour a insisté sur le rôle central de la commission multisectorielle, l'invitant à œuvrer à l'implication de l'ensemble

des acteurs et opérateurs économiques, chacun selon son secteur d'activité, et à les encourager à participer activement à ce salon. Cette rencontre s'inscrit dans une démarche visant à faire de l'ACF un véritable espace d'échange, de partenariat et d'innovation au service du développement économique de la wilaya et du pays.

Bechar :**Début des essais de roulage du train de voyageurs sur la ligne ferroviaire sud-ouest**

Les essais de roulage d'un train de voyageurs ont débuté, mercredi, sur la nouvelle ligne ferroviaire Bechar-Beni-Abbes-Tindouf-Gara Djebilet, marquant une étape cruciale avant l'entrée en exploitation de cette ligne minière du sud-ouest dédiée au transport des voyageurs et des marchandises, a annoncé la Direction générale de la société nationale des transports ferroviaires (SNTF).

Ces essais de roulage du train de voyageurs sur cette ligne, effectués en présence du Directeur général de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), maître de l'ouvrage, Azzeddine Fridi, ainsi que d'experts de cette agence publique, de responsables des entreprises réalisatrices de cette gigantesque infrastructure ferroviaire, dont le partenaire chinois, et de techniciens spécialisés de la SNTF, se



déroulent en deux étapes.

La première concerne le tronçon Bechar-Hassi Khebi, a précisé le Directeur général de la SNTF, Adjerredine Bouaouni. Cette étape sera marquée par le passage à travers les gares d'Abadla, Hammaguir (wilaya de Bechar) et Tabelbala, dans la wilaya de Beni-Abbes.

La deuxième phase concernera les gares de Hassi Khebi, Oum Lassel, Tindouf et Gara Djebilet, a expliqué le même responsable.

Ces essais de roulage du train de voyageurs sur la nouvelle ligne ferroviaire font suite à ceux effectués auparavant par les experts de l'ANESRIF, sous la supervision du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui. Ils ont permis la vérification et la validation des infrastructures du tracé de la ligne ferroviaire et de garantir le respect des normes techniques rigoureuses appliquées lors de la réalisation

de cette nouvelle infrastructure dans le sud-ouest du pays, a précisé à l'APS le Directeur central de la communication de l'ANESRIF, Abdelkader Mazzar.

Ces essais, réalisés à l'aide d'un train de voyageurs composé de quatre wagons et de deux locomotives spécialement adaptées à ce type d'opérations techniques, visent essentiellement à vérifier et valider la ligne ferroviaire, ses infrastructures, les gares

d'Abadla, Hammaguir, Tabelbala, Hassi Khebi, Oum Lassel, Tindouf et Gara Djebilet, ainsi que la performance des systèmes de signalisation ferroviaire, le respect des normes de sécurité et de confort durant la circulation du train, et le bon fonctionnement des différents systèmes mécaniques et techniques de roulage sur cette voie traversant une grande partie du Sud-Ouest du pays, a expliqué M. Bouaouni.

Il est à rappeler que la SNTF prévoit deux dessertes quotidiennes de voyageurs sur cette ligne, en plus de trains minéraliers destinés au transport du minerai de fer à partir du gisement de Gara Djebilet.

Cette importante ligne ferroviaire se divise en trois grandes sections, à savoir Bechar-Hammaguir (200 km), Tindouf-Oum Lassel (175 km) et Hammaguir-Oum Lassel-Tindouf-Gara Djebilet (575 km), soit un linéaire total de 950 km, selon sa fiche technique.